



300, avenue du Prado
13008 Marseille



Les Docks Atrium 10.1 – 10 Place de la joliette
13567 Marseille Cedex 2

Aix-Marseille Université

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

MAZARS

Société Anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à
directoire et conseil de surveillance
Siège social : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92400 COURBEVOIE
Capital de 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes
Siège social : 763, RUE DE VILLIERS – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Capital de 2 510 480 EUROS – RCS NANTERRE 672 006 483

Université Aix-Marseille

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Jardin du Pharo – 58 Boulevard Charles Livon 13284 Marseille Cedex 7
N°Siren : 130 015 332

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31/12/2023

Au Conseil d'administration d'Aix-Marseille Université,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés d'Aix-Marseille Université relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « 2.1. – Changements de méthodes comptables, de modalités d'application, d'évaluation et d'estimation » de l'annexe des comptes annuels relative à l'incidence du changement de réglementation comptable conduisant à exclure des comptes de l'université ceux de ses fondations universitaires à compter de l'exercice 2023.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice :

- Les notes 3.3 et 4.1 de l'annexe exposent les règles retenues concernant les provisions pour dépréciation des titres de participation et leur comptabilisation, selon les modalités de financement qui leurs sont applicables. Nous nous sommes assuré que l'annexe donnait une information appropriée sur les titres de participation détenus et les modalités de comptabilisation des dépréciations éventuelles.
- La note 4.13.1 de l'annexe présente les hypothèses formulées et les caractéristiques des engagements hors bilan relatifs aux partenariats Publics Privés. Nous nous sommes assuré que l'annexe donnait une information appropriée sur la présentation de ces engagements ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport de gestion de l'ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes consolidés adressés au conseil d'administration, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

Responsabilités de l'ordonnateur, de l'agent comptable et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise, relatives aux comptes consolidés

Il appartient à l'agent comptable, en relation avec l'ordonnateur, d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu que l'établissement cesse son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par l'ordonnateur et l'agence comptable.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'ordonnateur, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par l'agent comptable de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 12 mars 2024

Les Commissaires aux comptes,


Mazars

PricewaterhouseCoppers Audit

DocuSigned by:

F73D2D1FAB0E4D5...

Stéphane Marfisi
Associé

DocuSigned by:

136DE385BF65481...

Vincent Thyssen
Associé

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES 2023

BILAN
COMPTE DE RESULTAT
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
ANNEXE

BILAN CONSOLIDE ACTIF

| ACTIF | Note | Exercice 2023 | Exercice 2022 Proforma | Exercice 2022 |
|--|----------------|----------------------|---------------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | 4.1/4.2 | | | |
| Immobilisations incorporelles | | 1 477 131 | 1 584 282 | 1 741 073 |
| Dont écarts d'acquisition | | | | |
| Immobilisations corporelles | | 856 513 118 | 855 990 675 | 867 294 038 |
| Immobilisations financières | | 505 619 432 | 505 990 154 | 1 256 169 963 |
| Titres mis en équivalence | | | | |
| | | | | |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | | 1 363 609 681 | 1 363 565 111 | 2 125 205 074 |
| | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | 4.8 | | | |
| | | | | |
| Stocks et en cours | | 631 432 | 618 592 | 618 592 |
| Clients et comptes rattachés | | 11 072 540 | 14 065 758 | 14 078 935 |
| Autres créances et comptes de régularisation | | 185 061 816 | 142 591 219 | 184 247 847 |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE) | | 196 765 788 | 157 275 569 | 198 945 374 |
| | | | | |
| TRESORERIE | 4.4 | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | 6 529 240 | 4 921 747 | 4 921 747 |
| Disponibilités | | 219 885 121 | 214 298 361 | 275 195 621 |
| | | | | |
| TOTAL TRESORERIE | | 226 414 361 | 219 220 108 | 280 117 368 |
| | | | | |
| TOTAL GENERAL | | 1 786 789 830 | 1 740 060 788 | 2 604 267 816 |

* A partir de l'année 2023 les états financiers ne sont pas agrégés avec les données financières de l'EPSCP.
Pour faciliter les comparaisons avec l'année 2022, une colonne pro-forma a été ajoutée.

BILAN CONSOLIDE PASSIF

| PASSIF | | Note | Exercice 2023 | Exercice 2022 Proforma | Exercice 2022 |
|--|--------------------------------------|----------|---------------|---------------------------|---------------|
| CAPITAUX PROPRES | | 4.3/4.5 | | | |
| Capital | | | | - 10 758 | |
| Primes dont | Financement de l'actif par l'Etat | | 540 257 885 | 541 176 951 | 551 645 859 |
| | Financement de l'actif par des tiers | | 96 315 814 | 97 455 444 | 98 162 207 |
| | Fonds propres des fondations | | | | 3 301 131 |
| Réserves consolidées | | | 173 127 661 | 172 258 407 | 174 522 250 |
| Report à nouveau | | | - 419 216 | 21 744 | 20 017 |
| Résultat Consolidé (bénéfice ou perte) | | | - 5 631 673 | 779 340 | 928 269 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES (part Groupe) | | | 803 650 471 | 811 681 128 | 828 579 733 |
| | | | | | |
| INTERÊTS MINORITAIRES | | | 10 758 | 10 758 | 9 758 |
| Résultat minoritaire (bénéfice ou perte) | | | - 15 247 | | - |
| | | | | | |
| Provision pour risques et charges | | 4.6 | 11 289 445 | 10 587 818 | 10 587 818 |
| TOTAL PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES | | | 11 289 445 | 10 587 818 | 10 587 818 |
| | | | | | |
| DETTES | | | | | |
| Emprunts et dettes financières | | 4.7/4.9 | 619 219 979 | 624 946 549 | 1 375 093 768 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 4.9 | 15 082 618 | 13 993 928 | 15 987 098 |
| Autres dettes et comptes de régularisation | | 4.9/4.10 | 337 551 806 | 278 840 607 | 374 009 641 |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| TOTAL DETTES | | | 971 854 403 | 917 781 083 | 1 765 090 507 |
| | | | | | |
| TRESORERIE | | | | | |
| Autres éléments de trésorerie passive | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| TOTAL TRESORERIE | | | | | |
| | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | 1 786 789 830 | 1 740 060 788 | 2 604 267 816 |

* A partir de l'année 2023 les états financiers ne sont pas agrégés avec les données financières de l'EPSCP.
Pour faciliter les comparaisons avec l'année 2022, une colonne pro-forma a été ajoutée.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| COMPTE DE RESULTAT | Note | Exercice 2023 | Exercice 2022 Proforma | Exercice 2022 |
|---|-----------|---------------|---------------------------|---------------|
| EXPLOITATION | | | | |
| Chiffre d'affaires | 4.12 | 81 830 049 | 72 976 192 | 73 065 682 |
| Autres produits d'exploitation | 4.12 | 709 652 701 | 670 819 582 | 805 181 226 |
| Achats consommés | 4.11 | - 36 916 570 | - 28 874 586 | - 30 182 664 |
| Charges de personnel | 4.11 | - 568 991 546 | - 544 195 630 | - 561 311 829 |
| Autres charges d'exploitation | 4.11 | - 96 244 099 | - 93 746 090 | - 107 217 070 |
| Impôts et taxes | 4.11 | - 8 272 168 | - 8 302 600 | - 8 598 910 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 4.11 | - 84 631 738 | - 65 862 954 | - 167 994 875 |
| Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions | | - 3 573 370 | 2 813 914 | 2 941 560 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions | 4.11 | - | | - |
| Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions | | | | |
| CHARGES ET PRODUITS FINANCIERES | 4.11/4.12 | - 2 073 549 | - 2 034 574 | - 2 014 100 |
| CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS | | - | | - |
| IMPOT SUR LE RESULTAT | | - | | - |
| Résultat net des entités intégrées | | - 5 646 919 | 779 340 | 927 460 |
| Quote-part dans les résultats des entités mises en équivalence | | - | | - |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | | - 5 646 919 | 779 340 | 927 460 |
| Interêts minoritaires | | - 15 247 | 2 104 | - 809 |
| Résultat net (part Groupe) | | - 5 631 673 | 777 236 | 928 269 |

* A partir de l'année 2023 les états financiers ne sont pas agrégés avec les données financières de l'EPSCP.
Pour faciliter les comparaisons avec l'année 2022, une colonne pro-forma a été ajoutée.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

| TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE | 31/12/2023 | 31/12/2022 proforma | 31/12/2022 |
|---|--------------|------------------------|--------------|
| FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE | | | |
| RESULTAT NET | - 5 646 920 | 779 340 | 928 268 |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité : | | | |
| Amortissements et provisions, hors provisions sur actif circulant | 80 760 076 | 61 857 997 | 67 114 430 |
| Plus-values ou moins values de cession | 4 781 | - 285 511 | - 285 511 |
| Reprises sur provisions | - 14 711 524 | - 10 302 055 | - 10 302 090 |
| Quotes-parts de reprise virées au compte de résultat | - 52 520 288 | - 36 245 835 | - 39 053 541 |
| Autres (5) | | | |
| MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT | 7 886 125 | 15 803 936 | 18 401 557 |
| VARIATION DU BFR LIE A L'ACTIVITE | 22 687 822 | 20 637 701 | 28 717 314 |
| Variation des stocks | - 12 841 | - 21 191 | - 21 899 |
| Variation des créances d'exploitation | - 23 486 097 | - 3 937 846 | - 20 145 540 |
| Variation des dettes d'exploitation | 46 186 759 | 24 596 738 | 48 884 754 |
| Autres comptes | | | |
| TOTAL (I) FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE | 30 573 947 | 36 441 637 | 47 118 871 |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| ENCAISSEMENTS | 50 010 211 | 38 088 941 | 44 270 026 |
| Subventions d'investissement | 49 891 490 | 38 070 290 | 44 251 375 |
| Cessions d'immobilisations | 118 721 | 18 651 | 18 651 |
| Autres opérations | | | |
| DECAISSEMENTS | - 69 771 662 | - 62 208 203 | - 68 381 211 |
| Acquisition d'immobilisations | - 69 674 942 | - 60 660 247 | - 66 584 346 |
| Avances sur immobilisations | - 96 721 | - 1 547 957 | - 1 796 865 |
| TOTAL (II) FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | - 19 761 452 | - 24 119 263 | - 24 111 185 |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT | | | |
| ENCAISSEMENTS | 10 708 | 12 510 | 24 015 |
| Dotations en capitaux propres (incidence des minoritaires) | | | |
| Emission d'emprunts | | | |
| Autres opérations (caution 16) | 10 708 | 12 510 | 24 015 |
| DECAISSEMENTS | - 3 628 951 | - 3 615 860 | - 3 618 560 |
| Remboursements d'emprunts | - 3 604 292 | - 3 611 360 | - 3 611 360 |
| Autres opérations (Caution 27) | - 24 659 | - 4 500 | - 7 200 |
| TOTAL (III) FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT | - 3 618 242 | - 3 603 350 | - 3 594 545 |
| VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III) | 7 194 253 | 8 719 024 | 19 413 141 |
| TRESORERIE A L'OUVERTURE | 219 220 108 | 210 501 083 | 260 704 227 |
| TRESORERIE A LA CLOTURE | 226 414 361 | 219 220 108 | 280 117 368 |

ANNEXE CONSOLIDÉE 2023

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----|
| Rappel : Informations générales..... | 8 |
| 1 - Faits caractéristiques de l'exercice 2023 | 8 |
| 2 - METHODES DE CONSOLIDATION ET PRINCIPES COMPTABLES | 9 |
| 2.1 Changement de méthode comptable | 9 |
| 2.2 Référentiel comptable | 9 |
| 2.3 Modalités de consolidation..... | 9 |
| 3 - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES | 10 |
| Méthodes et règles d'évaluation | 10 |
| 3.1 Immobilisations incorporelles | 10 |
| 3.2 Immobilisations corporelles | 11 |
| 3.3 Immobilisations financières | 12 |
| 3.4 Créances, dettes et comptes de régularisation | 12 |
| 3.5 Trésorerie | 12 |
| 3.6 Provisions pour risques et charges..... | 12 |
| 3.7 Contrats de recherche..... | 13 |
| 3.8 Frais de recherche et développement..... | 13 |
| 3.9 Droits d'inscription universitaire..... | 13 |
| 3.10 Subventions reçues et opérations pluriannuelles | 14 |
| 3.11 TVA et Impôts | 15 |
| 3.12 Capitaux propres | 15 |
| 3.13 Reconnaissance du revenu | 15 |
| 3.14 Redevances sur brevets | 16 |
| 4- EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT | 16 |
| 4.1 Tableau de variation des immobilisations (valeurs brutes)..... | 16 |
| 4.2 Tableau de variation des amortissements et dépréciation de l'actif immobilisé..... | 18 |
| 4.3 Financements Etats et autres | 20 |
| 4.4 Trésorerie et équivalent de trésorerie..... | 20 |
| 4.5 Tableau de variation des capitaux propres | 21 |
| 4.6 Provisions..... | 22 |
| 4.7 Tableau de variations des emprunts et dettes financières | 22 |
| 4.8 Etat des échéances des créances | 23 |
| 4.9 Fournisseurs et comptes rattachés | 23 |
| 4.10 Stocks et en cours | 23 |
| 4.11 Détail du compte résultat : charges..... | 24 |
| 4.12 Détail du compte résultat : produits..... | 25 |
| 4.13 Engagements hors bilan | 25 |
| 4.13.1 Partenariats Publics Privés (PPP)..... | 25 |
| 4.13.2 Contrat de relance Plan Etat Région (CPER) | 29 |
| 4.13.3 Plan de relance et Contrat d'avenir | 30 |
| 4.13.4 Plan Campus | 31 |
| 4.14 Titres de participations/participations liées non incluses dans le périmètre de consolidation : | 32 |
| 4.15 Effectifs : | 33 |
| 4.16 Evénements postérieur à la clôture : | 33 |
| 5- INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION | 34 |

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES

Rappel : Informations générales

Les comptes consolidés du Groupe Aix-Marseille Université (AMU) sont établis en application de l'article 13 de la loi n°85-11 du 3 janvier 1985 relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques modifié par l'article 136-I de la loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003 de sécurité financière (LSF). Ce texte prévoit notamment que « les établissements publics sont tenus d'établir et de publier des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe, dès lors qu'ils contrôlent une ou plusieurs personnes morales ou exercent sur elles une influence notable dans les conditions prévues aux articles L/233-16 et suivants du Code de commerce. »

L'exercice de référence s'établit sur une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} Janvier au 31 décembre 2023. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes consolidés ont été arrêtés par l'Agent comptable et le Président de l'Université.

1 - Faits caractéristiques de l'exercice 2023

L'augmentation du prix de l'électricité

L'université a subi une augmentation du prix de l'électricité conséquente qui a fait bondir sa facture de 8 945 k€. L'état, par l'intermédiaire de la subvention pour charge de service public a compensé cette augmentation à hauteur de 5 488 K€.

Dévolution du patrimoine

L'article L. 719-14 du code de l'éducation permet aux universités de bénéficier d'un transfert gratuit et en pleine propriété des biens appartenant à l'Etat qui leur étaient précédemment affectés ou mis à disposition.

Aix Marseille Université a conclu avec l'Etat une convention de dévolution du patrimoine appartenant à l'Etat. Cette convention signée le 18 avril 2019 fait référence à la constitution d'un budget annexe pour le suivi du patrimoine immobilier de l'établissement.

Au cours de l'exercice 2023, 2 sites géographiques (DIGNE & GAP) ont fait l'objet de transfert de propriété par actes notariés, soit 5,02 M€.

Mise en service d'opérations immobilières importantes

Parmi les travaux réalisés et les principales mises en service en 2023, on peut citer :

| CODE ABYLA | NOM BATIMENT | Montant des travaux (en M€) |
|-------------------|---------------------|-----------------------------|
| M207_05 | BAT. 5 | 9,34 |
| M101_05 | ENSEMBLE TPR | 6,17 |
| M301_10 | CHAUFFERIE CENTRALE | 5,16 |
| M301_15 | POLYTECH LUMINY | 2,01 |
| M104_01 | BAT. ABCDEFGIJ | 1,84 |
| M207_19 | POSTE DE GARDE | 1,13 |
| M204_01 | ESPACE LA CANEBIERE | 0,72 |
| NA | NA | 5,55 |
| TOTAL MES TRAVAUX | | 31,92 |

Pour mémoire, les principales mises en services 2022 représentaient 19,06 M€ contre 31,92 M€ cette année.

Plan pluriannuel d'investissement

Un nouveau Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) 2021-2025 d'un montant de 53 M€ a été voté en Conseil d'Administration. Ce PPI recense notamment toutes les opérations de gros entretiens et réparations (GER) et

d'adaptation de locaux prévues sur 5 ans et financées sur la mobilisation du fonds de roulement (30.4 M€). Il a été augmenté de 6,5 M€ lors du conseil d'administration du 13 décembre 2022.

Protisvalor

Rappel : lors de l'assemblée Générale du 05 décembre 2022, Protisvalor a procédé à une réduction de capital afin d'apurer les pertes des exercices antérieurs.

Cette réduction en capital correspond à un montant de 2 634 408 euros par voie d'annulation de 439 068 actions de 6 euros de valeur nominale chacune.

Le capital social est dorénavant d'un montant de 3 913 590 euros divisé en 652 265 actions de 6 euros nominal chacune, avec la répartition suivante :

Aix-Marseille Université : 650 472 parts sociales soit 99.73% du capital pour 3 902 832€

Université Côte d'Azur : 1 793 parts sociales soit 0.27% du capital pour 10 758€.

2 - METHODES DE CONSOLIDATION ET PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Changement de méthode comptable

L'article L.719-12 du code de l'éducation prévoit que « *les règles relatives aux fondations reconnues d'utilité publique, dans les conditions fixées notamment par la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat, s'appliquent aux fondations universitaires* ».

De facto, les états financiers (bilan compte de résultat et annexe) de la fondation universitaire sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les maquettes de ces états financiers répondent aux formats des états financiers du règlement ANC précité. Ils intègrent les comptes spécifiques présentés dans ce règlement.

Donc à partir de l'année 2023 les états financiers ne sont pas agrégés avec les données financières de l'EPSCP. Les comptes de l'EPSCP sont distincts de ceux de la fondation universitaire.

Pour faciliter les comparaisons avec l'année 2022, une colonne pro-forma a été ajoutée.

2.2 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe Université d'Aix-Marseille sont établis conformément aux dispositions de l'instruction n° 08-017-M9 du 3 avril 2008 et du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable et en application de l'article 13 de la loi n°85-11 du 3 janvier 1985 relatives aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques, à l'exception du résultat exceptionnel.

En effet, depuis l'exercice 2016, en application du recueil des normes comptables des établissements publics, plus aucune opération n'est comptabilisée en résultat exceptionnel. Une comptabilisation en produit et charge d'exploitation est réalisée selon la nature de la dépense ou de la recette. Cette présentation, applicable aux comptes annuels de l'université d'Aix-Marseille, est également appliquée dans les comptes consolidés, dont la présentation déroge de ce fait aux règles applicables aux comptes consolidés.

2.3 Modalités de consolidation

Les entités d'importance significative contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le groupe sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est présumé lorsque le groupe détient au moins 50% du capital.

Les entités dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont mises en équivalence, l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus directement ou indirectement.

Les entités dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires ou associés sont intégrées proportionnellement.

Tous les comptes et transactions réciproques entre les sociétés intégrées sont éliminés, de même que les résultats internes à l'ensemble consolidé (dividendes, plus-values de cessions, provisions sur titres et créances, etc...)

Toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leur exercice le 31 décembre.

En application de ces principes, seule la société Protisvalor Méditerranée entre dans le périmètre de consolidation du groupe « Aix-Marseille Université ».

3 - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Méthodes et règles d'évaluation

Les comptes de l'université, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP), ont été établis selon les principes comptables repris par l'instruction commune M9 et le Recueil des Normes Comptables pour les Etablissements Publics (RNCEP).

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du point décrit ci-avant,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles de l'Université concernent des acquisitions de logiciels et autres concessions, droits et brevets. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

La qualification des biens en investissement intervient sur des biens d'une valeur unitaire supérieure ou égale à 800€ hors taxe.

Modalités d'amortissement : Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation probable du bien et prorata temporis.

Les durées d'amortissement qui s'appliquent à l'ensemble des immobilisations sont les suivantes :

| Comptes | Libellé | Durée d'amortissement (en années) |
|----------|--------------------------------------|-----------------------------------|
| 2012XXXX | Frais de premier établissement | 3 |
| 203XXXXX | Frais de recherche et développement | 3 |
| 20531XXX | Logiciels acquis sous traité | 3 |
| 20532XXX | Logiciels créés | 3 |
| 2058XXXX | Autres concessions et droits | 3 |
| 208XXXXX | Autres immobilisations incorporelles | 5 |

3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont généralement évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à l'exception des actifs acquis à titre gratuit, par legs ou remis en dotation par l'Etat ou les collectivités. Ils sont comptabilisés à leur valeur vénale estimée ou à dire d'expert le cas échéant, conformément à la directive d'octobre 2009 de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

Les biens mis à disposition de l'Université par une entité du secteur public sont comptabilisés selon les modalités prévues dans l'instruction BOFIP – GCP 14-0002 du 7 février 2014, relative à la comptabilisation des transferts d'actifs entre entités du secteur public.

La qualification des biens en investissement intervient sur des biens d'une valeur unitaire supérieure ou égale à 800€ Hors taxe (conformément à la délibération du Conseil d'administration d'AMU en date du 27 novembre 2012).

S'agissant du matériel informatique et audio-visuel, et dans le but d'assurer un suivi comptable et physique de ces biens, ceux-ci sont répertoriés à l'inventaire et comptabilisés en investissement lorsque leur valeur unitaire est supérieure ou égale à 600€ Hors taxe. La délibération n°2018/11/27-03 du conseil d'administration en sa séance du 27 novembre 2018 a réajusté ce seuil pour le porter à 400 € Hors Taxe, à compter de cette délibération.

Modalités d'amortissement : Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation probable du bien. Le prorata temporis est pratiqué par l'Université d'Aix Marseille.

Les durées d'amortissement qui s'appliquent à l'ensemble des immobilisations sont les suivantes :

| Comptes | Subdivision | Libellé | Durée d'amortissement (en années) |
|----------|-------------|---|-----------------------------------|
| 212XXXXX | | Agencements, aménagements de terrains | 20 |
| 214XXXXX | | Constructions sur sol d'autrui | 20 |
| 215XXXXX | | Installations techniques, matériel et outillage | NA |
| | 2151XXXX | Installations complexes spécialisées | 10 |
| | 2153XXXX | Installation à caractère scientifique | 5 à 10 |
| | 2154XXXX | Matériel | 5 |
| | 2155XXXX | Outillage | 10 |
| | 2156XXXX | Matériel enseignement | 5 |
| | 2157XXXX | Agencements et aménagements du matériel et outillage | 10 |
| 216XXXXX | | Collections | 5 |
| 217XXXXX | | Biens historiques et culturels | NA |
| 218XXXXX | | Autres immobilisations corporelles | NA |
| | 2181XXXX | Installations générales, agencements et aménagements divers | 20 |
| | 2182XXXX | Matériel de transport | 5 |
| | 2183XXXX | Matériel de bureau et matériel informatique | 5 |
| | 2184XXXX | Mobilier | 10 |
| | 2188XXXX | Matériel divers | 5 |

Approche par composants

Conformément à l'instruction n° 06-007-M9 du 23 janvier 2006 « Passifs, actifs, amortissement et dépréciation des actifs », Aix Marseille Université applique la comptabilisation et l'amortissement des actifs par composants.

| Composants | Ratio | Durée d'amortissement (en années) |
|---|--------|-----------------------------------|
| Structure | 52,30% | 50 |
| Menuiseries extérieures / serrureries | 8,70% | 20 |
| Étanchéité couverture | 3,10% | 20 |
| Cloisons, peinture, revêtements de sols, façade | 12,20% | 20 |
| Electricité | 9,50% | 15 |
| Plomberie | 2,10% | 15 |
| Chauffage / Ventilation | 11,60% | 15 |
| Ascenseurs | 0,50% | 15 |

Ces ratios sont utilisés pour la décomposition forfaitaire en composants des biens acquis ou transférés pour une valeur globale, sans distinction préalable de la valeur des composants.

NB : Les amortissements des biens remis en dotation sont neutralisés par le 1041 dans « Financements Etat ».

3.3 Immobilisations financières

Les titres de participations des entités hors périmètre de consolidation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires. Une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur actuelle des titres de participations est inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle est généralement déterminée par référence au montant des capitaux propres de la société détenue, éventuellement corrigé par l'appréciation des perspectives de rentabilité et des plus-values latentes.

3.4 Créances, dettes et comptes de régularisation

Charges à payer : il s'agit des charges comptabilisées au titre de livraisons de biens ou des prestations de service réceptionnées au cours de l'exercice et pour lesquelles les factures correspondantes ont été visées et liquidées au cours de l'exercice suivant.

Charges à payer de personnel : il s'agit des charges comptabilisées au titre des rémunérations brutes des agents ainsi que les cotisations sociales afférentes de l'exercice N et pour lesquelles le visa et la liquidation est faite au cours de l'exercice suivant.

Charges constatées d'avance : il s'agit de charges engagées par l'établissement au cours d'un exercice et qui seront imputées à l'exercice suivant auquel elles se rapportent.

Produits à recevoir : Il s'agit de produits acquis et comptabilisés par l'établissement dont le montant, non définitivement arrêté, n'a pas encore fait l'objet d'une facture de vente.

Produits constatés d'avance : Il s'agit de produits qui concernent l'exercice N+1 mais comptabilisés sur l'année N.

Créances : les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire ou de réalisation d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

3.5 Trésorerie

Les disponibilités sont inscrites au bilan pour leur valeur en compte dans les établissements bancaires à la clôture de l'exercice.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique. Une dépréciation est éventuellement constatée en cas de perte de valeur à la clôture de l'exercice.

3.6 Provisions pour risques et charges

L'Université d'Aix Marseille enregistre des provisions pour risques et charges lorsque les critères suivants sont remplis :

- Existence d'une obligation implicite ou explicite envers un tiers à la date de clôture
- Sortie de ressources certaines ou probables à la date d'arrêt des comptes et sans contrepartie équivalente
- Possibilité d'estimer cette sortie avec une fiabilité suffisante

Les provisions pour risques et charges incluent notamment une partie du passif social :

- Congés payés titulaires : Les congés non pris au 31.12.N sont valorisés à l'aide des deux variables suivantes :
 - o Salaires moyens chargés par catégorie (A, B ou C)
 - o Solde des congés non pris des titulaires à la clôture de l'exercice N. Selon une analyse réalisée, le nombre de jours à retenir pour la période de septembre à décembre est de 10

- Heures complémentaires : AMU retient 4/12^{ème} au lieu de 4/10^{ème} prévu dans l'instruction
- Compte épargne temps inférieur ou égal à 15 jours. Le calcul tient compte du coût moyen journalier de chaque catégorie homogène d'agents en termes de rémunérations chargées (cat A, B ou C)
- Capital Décès : Evalué en prenant compte du nombre de décès de l'année N au montant forfaitaire de 13 000 € par décès
- Accident du travail : Evalué forfaitairement

3.7 Contrats de recherche

Les contrats de recherche sont comptabilisés en convention simple ou à l'avancement :

Conventions simples :

Pour les contrats ne répondant pas aux critères de pluri-annualité, les recettes sont rattachées à hauteur des dépenses. En effet un ajustement entre les dépenses et les recettes réalisées cumulées en fin d'exercice est réalisé lors de la clôture afin de comptabiliser le cas échéant des produits constatés d'avance.

Méthode à l'avancement :

L'instruction du 20 novembre 2013 est appliquée pour la comptabilisation des subventions.

Lorsque l'attribution de la subvention est conditionnée, le droit de l'organisme public bénéficiaire est constitué au moment où les conditions d'octroi sont satisfaites.

Application de la méthode « dite à l'avancement aux coûts encourus » :

- à la date de l'acte attributif si les conditions sont satisfaites à cette date.
- au moment de la réalisation des conditions prévues par l'acte attributif par l'organisme public bénéficiaire.

Les fonds éventuellement versés par le financeur à l'organisme public avant l'acquisition du droit octroyant la subvention sont constitutifs d'avances et sont comptabilisés au crédit du compte 4419 « avances sur subventions ». Cette méthodologie a été mise en œuvre au sein d'AMU pour les nouvelles conventions de recherche à compter du 1^{er} novembre 2013.

3.8 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont intégralement comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils ont été encourus dans la mesure où il n'est pas possible de s'assurer des critères de capitalisation de ces frais.

3.9 Droits d'inscription universitaire

Le droit d'inscription est assimilable à un droit d'entrée :

- il donne droit au service de formation assuré par l'établissement
- il n'est pas remboursable en cas d'arrêt de la formation
- il n'est pas calculé à termes échus au fur et à mesure du déroulé de la formation

En conséquence, les droits d'inscription perçus à compter de l'année 2019 doivent être entièrement comptabilisés sur l'exercice en cours sans enregistrer de produit constaté d'avance. Il n'y a plus de comptabilisation au prorata temporis.

Droits d'inscription différenciés

L'arrêté du 19 Avril 2019 majore les droits d'inscriptions à l'université pour les étudiants étrangers qui ne sont pas ressortissants d'un État membre de l'Union européenne qui s'inscrivent pour la première ou seconde fois en Licence ou Master depuis la rentrée scolaire 2021-2022.

Le montant des droits différenciés est de :

- 2 770€ contre 170€ pour les étudiants européens en Licence
- 3 770 € contre 243 € pour les étudiants européens en Master

AMU a délibéré lors du CA du 26 novembre 2019 que les étudiants étrangers seront partiellement exonérés afin de s'aligner sur les droits d'inscription des étudiants européens (sur le fondement juridique du Décret n°2013-756 du 19 août 2013 – article 4, qui autorise à exonérer 10% des étudiants inscrits).

Les exonérations des 3 années universitaires concernées sont les suivantes :

| Droits différenciés | | |
|---------------------|---------|-------|
| Année universitaire | Clôture | En M€ |
| 2021/2022 | 2021 | 10,90 |
| 2022/2023 | 2022 | 11,20 |
| 2023/2024 | 2023 | 12,32 |
| Variation 2022/2023 | | 1,12 |

3.10 Subventions reçues et opérations pluriannuelles

L'Université applique les instructions du 20 novembre 2013 relatives aux subventions reçues et aux opérations pluriannuelles, instructions transposées dans le Recueil des normes comptables applicables au 1^{er} janvier 2016.

D'un point de vue comptable, la subvention pour charges de service public est enregistrée au compte 741 « subventions d'exploitation – Etat » sans qu'aucune partie ne soit affectée à l'investissement sauf opération d'investissement spécifique ciblée. Elle est constatée pour le montant des crédits de paiement alloués, à réception par l'université de l'arrêté attributif, indépendamment du versement effectif des fonds.

Les financements reçus par les organismes publics, en provenance de l'État ou d'autres tiers, qu'il s'agisse de subventions de fonctionnement ou d'investissement se définissent comme des produits issus d'opérations sans contrepartie directe au moins équivalente attendue par le financeur. Le financement est comptabilisé, indépendamment de sa date d'encaissement, lorsque le droit est acquis et que son montant peut être évalué de manière fiable.

Le principe fixé par l'instruction du 20 novembre 2013 est le suivant :

- Lorsqu'une subvention est accordée par le financeur sans condition, la subvention est comptabilisée, indépendamment de sa date d'encaissement, à la date de l'acte attributif, ou à la date de la signature de la convention attributive.
- Lorsqu'une subvention est octroyée sous réserve de la réalisation de conditions, la subvention est comptabilisée, indépendamment de sa date d'encaissement, soit à la date de l'acte attributif si les conditions sont réalisées à cette date, soit au moment de la réalisation effective par l'organisme bénéficiaire des conditions prévues par l'acte attributif, pour le montant correspondant à la part financée de l'opération.

Les fonds reçus avant l'acquisition du droit sont comptabilisés en avances.

Les dispositions de cette instruction s'appliquent d'une part aux opérations pluriannuelles sans contrepartie et d'autre part à celles avec contrepartie directe [assimilables à des contrats à long terme ou non assimilables à des contrats à long terme].

L'université procède à :

- La comptabilisation d'avances sur subventions en avances et encours sur commandes
- Un recensement des droits acquis au titre de l'exercice et n'ayant pu faire l'objet d'un titre au compte 441. Ce recensement est effectué de manière à rattacher des produits à recevoir aux dépenses de fonctionnement et d'investissement correspondantes à la clôture de l'exercice.

3.11 TVA et Impôts

Aix Marseille Université est un assujetti partiel. Il existe trois secteurs de TVA :

- Activités taxables à 100% pour la recherche
- Activités non taxables relatives au secteur de la formation
- Activités mixtes relatives aux deux secteurs, recherche et formation, sur lesquels a été appliqué en 2022 un prorata de 11,28%

Il existe dans chaque Unité Budgétaire un centre financier dénommé « AC – activités commerciales » destiné à recueillir les activités lucratives.

L'Université d'Aix Marseille n'exerce pas d'activités soumises à l'impôt sur les bénéfices.

3.12 Capitaux propres

Les capitaux propres sont constitués :

- Des financements de l'Etat et autres organismes publics ;
- Des dotations initiales des fondations universitaires (consomptibles et non consomptibles) ;
- Des réserves ;
- Du report à nouveau ;
- Du résultat.

Les dons et legs sont comptabilisés pour leur coût historique.

Les biens remis en dotation sont comptabilisés au compte 1041 dans « Financements Etat » selon le régime de la neutralisation et conformément à l'instruction du 18 décembre 2012 relative aux financements externes des actifs.

Les dotations aux amortissements sont neutralisées par la comptabilisation d'un produit d'exploitation. Ces dotations n'impactent pas le résultat mais les capitaux propres (financements reçus).

3.13 Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est généralement constaté :

- Lors de la signature de la convention pour la formation continue au prorata de l'année ainsi que la formation pour l'apprentissage et la mise à disposition de personnel
- A la réalisation de la prestation pour les autres prestations y compris les prestations de service et de recherche

Les subventions d'exploitation sont principalement constituées :

- des subventions de l'Etat, des collectivités publiques et des organismes internationaux qui sont comptabilisées
 - o à la clôture de l'exercice, à hauteur des dépenses de fonctionnement et de personnel réalisées dans le cadre des contrats gérés en ressources affectées
 - o à réception de l'avis d'attribution de subvention dans les autres cas
- de la taxe d'apprentissage dont le produit n'est reconnu qu'à hauteur des dépenses engagées à ce titre au cours de l'exercice. Ce principe repose sur le fait que les recettes provenant de la taxe d'apprentissage ne sont considérées comme définitivement acquises aux établissements que dans la mesure où ces derniers les ont utilisées pour financer la formation professionnelle

3.14 Redevances sur brevets

Conformément au décret n° 2005-1217 du 26 septembre 2005, relatif à la prime d'intéressement et à la prime au brevet d'invention attribuées à certains fonctionnaires et agents de l'Etat et de ses établissements publics auteurs d'une invention et modifiant le code de la propriété intellectuelle, 50% des redevances perçues sur les brevets sont reversées au chercheur.

L'article 28 de la loi de programme pour la recherche (n° 2006-450 du 18 avril 2006) exonère d'impôt sur les sociétés les établissements publics de recherche et les établissements publics d'enseignement supérieur, les personnes morales créées pour la gestion d'un pôle de recherche et d'enseignement supérieur ou d'un réseau thématique de recherche avancée et les fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche, parmi lesquelles les fondations de coopération scientifique, au titre des revenus tirés des activités conduites dans le cadre des missions du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche définies aux articles L. 123-3 du code de l'éducation et L. 112-1 du code de la recherche.

4- EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Tableau de variation des immobilisations (valeurs brutes)

DIMINUTION :

- Mises au rebut et cession

Les biens détruits ou obsolètes ont été identifiés par les composantes et les laboratoires et ont fait l'objet d'une sortie pour une valeur brute 3,32 M€ contre 377,10 K€ en 2022 pour une valeur nette comptable de 117,37 K€ contre 13 K€ en 2022.

La restitution du Bâtiment Méjanès à AIX pour inutilité ainsi que des pré fabriqués sur le site de la TIMONE à hauteur de 16,10 M€ avec une valeur nette comptable de 15,73M€. Il s'agit d'anciens biens remis en dotation et évalués par la Direction de l'immobilier de l'État (DIE). Ces sorties sont donc neutralisées et sans impact sur le résultat.

- Sorties de composants

Le traitement des biens immobiliers par composants nécessite l'enregistrement de la sortie du composant remplacé chaque fois que des travaux sont effectués sur un bien immobilier.

En 2023, la valeur brute des sorties sur les biens immobiliers, compte tenu des travaux effectués au cours de l'exercice, s'élève à 2,99 M€ (*contre 2,05 M€ en 2022*).

La valeur nette comptable des composants sortis représente 1,03 M€.

AUGMENTATION :

- Les acquisitions de l'exercice 2023 représentent un montant de 49,48 M€ (*89,17 M€ en 2022*)

Les principales acquisitions concernent essentiellement :

-Installations, agencements, construction : 32,04 M€ (*contre 18,09 M€ en 2022*)

-Installations, matériels et outillages : 5,70 M€ (*contre 5,99 M€ en 2022*)

-Le matériel informatique, mobilier, matériel de bureau... : 9,32 M€ (*contre 8,36 M€ en 2022*)

- Les comptes techniques concernent en majorité les immobilisations en cours : 37,35 M€ (*contre 25,32 M€ en 2022*)

| Actif Immobilisé | Bilan ouverture | Bilan ouverture proforma | MES comptes techniques N-1 | Augmentations | Diminutions | Comptes techniques au 31/12/23 | 31.12.2023 |
|---|-----------------|--------------------------|----------------------------|---------------|--------------|--------------------------------|---------------|
| Immobilisations incorporelles | 5 347 696 | 5 347 696 | - 5 100 | 563 070 | - 311 805 | 32 987 | 5 626 848 |
| Frais Recherche & Dévelopmt | 5 666 | 5 666 | - | - | - | - | 5 666 |
| Logiciels acquis / créés | 4 575 620 | 4 575 620 | - | 404 580 | - 258 112 | 6 425 | 4 728 514 |
| Autres concessions, brevets | 482 709 | 482 709 | - | 153 390 | - 26 493 | 2 952 | 612 558 |
| Autres immobilisations incorporelles | 283 701 | 283 701 | - 5 100 | 5 100 | - 27 200 | 23 610 | 280 111 |
| Immobilisations corporelles | 1 257 734 500 | 1 257 605 336 | - 7 480 277 | 49 092 966 | - 22 140 488 | 2 307 754 | 1 279 385 290 |
| Terrains | 215 376 846 | 215 376 846 | - 1 566 | 1 543 328 | - 14 833 440 | - | 202 085 168 |
| Constructions, bâtiments dotation | 35 778 713 | 35 778 713 | - | - | - 8 126 157 | - | 27 652 556 |
| Constructions, bâtiments acquis | 344 950 245 | 344 950 245 | - | 64 670 | 4 405 403 | - | 349 420 317 |
| Inst Agencements constructions dotation | 454 784 624 | 454 784 624 | - 7 054 656 | 32 010 643 | - 546 525 | 1 771 311 | 480 965 398 |
| Inst Agencements constructions acquises | 223 318 | 223 318 | - | 123 477 | - | - | 346 794 |
| Autres Inst Agencements constructions | 17 992 435 | 17 992 435 | - | 139 011 | - 53 633 | - | 18 077 813 |
| Constructions sur sol d'autrui | - | - | - | - | - | - | - |
| Inst. Tech complexes affectées | 2 000 172 | 2 000 172 | - 41 889 | 187 876 | - 23 917 | 5 150 | 2 127 393 |
| Installations, matériels, outillages | 114 274 709 | 114 274 709 | - 184 453 | 5 701 579 | - 596 894 | 320 517 | 119 515 457 |
| Collections littéraires scientifiques, artistiques | 566 407 | 566 407 | - | - | - 66 712 | - | 499 695 |
| Autres immobilisations corporelles (matériel informatique, mobilier, matériel de bureau et de transport...) | 71 787 030 | 71 657 866 | - 197 715 | 9 322 383 | - 2 298 612 | 210 776 | 78 694 698 |
| Immobilisations en cours | 36 562 692 | 36 562 692 | - 12 198 556 | 195 359 | - | 37 345 239 | 61 514 016 |
| En cours d'immobilisation (23130000) | 32 240 586 | 32 240 586 | - 12 107 589 | 104 039 | - | 37 190 629 | 57 219 587 |
| Avance (23810000) | 3 339 202 | 3 339 202 | - | 96 721 | - | - | 3 242 482 |
| En cours d'immobilisation (23xxxxxx) | 982 904 | 982 904 | - 90 966 | 5 400 | - | 154 610 | 1 051 947 |
| Participations et créances rattachées à des participations | 8 742 183 | 2 212 199 | - | - | - | - | 2 212 199 |
| Immobilisations financières | 504 111 612 | 504 111 612 | - | 120 179 | - 75 000 | - | 504 156 791 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1 812 498 683 | 1 805 839 535 | - 19 683 933 | 49 580 856 | - 22 527 293 | 39 685 980 | 1 852 895 145 |

Les travaux en cours au 31 décembre 2023 s'élèvent à 58,29 M€ dont :

| NOM PROJET | CODE ABYLA | NOM BATIMENT | Montant des travaux (en M€) |
|---|------------|-------------------------|-----------------------------|
| Rénovation Façades Pharmacie | M210_08 | Batiment Pharmacie | 18,34 |
| Construction bâtiment Simmar | M104_16 | Batiment Simmar | 14,07 |
| Requalification de bâtiments sur campus St Charles Marseille Centre | M207_00 | Site St Charles | 5,73 |
| Campus Pauliane | A305_00 | Site Pauliane | 2,89 |
| Isolation thermique IUT St Jérôme | M101_12 | Batiment Administration | 2,19 |
| Travaux liés à l'handicap | NA | Tout AMU | 1,91 |
| Chambre colorimétrique AMIDEX | M210_00 | Site Timone | 1,36 |
| Bâtiment pédagogique Timone | M210_11 | Batiment Pédagogique | 0,96 |
| Réhabilitation énergie Pharmacie (PPI) | M210_08 | Batiment Pharmacie | 0,80 |
| UMS Sport Santé AMIDEX | NA | NA | 0,56 |
| Désimperméabilisation du site St Jérôme | M101_00 | Site St Jérôme | 0,54 |
| Autres projets | NA | NA | 8,93 |
| TOTAL EN COURS (2313) | | | 58,29 |

Les titres de participation se décomposent comme suit :

| Comptes | Société | Prix d'acquisition des titres | | | Détection au 31/12/2023 | | | Quote part situation nette au 31/12/2023 | | Provisions | | |
|----------|--------------|-------------------------------|----------|------------------|-------------------------|--------------------|--------|--|------------------------------------|--|----------|--|
| | | 31.12.2022 | +/- | 31.12.2023 | Nb titres détenus | Nb de titres total | % | Situation nette au 31/12/2023 | Quote part situation nette détenue | Provision dépréciation titres 31/12/2022 | +/- | Provision dépréciation titres 31/12/2023 |
| 26110000 | PROTISVALOR | 6 529 983 | - | 6 529 983 | 650 472 | 652 265 | 99.73% | 3 856 654 | 3 846 052 | 2 627 151 | - | 2 627 151 |
| 26110000 | PACAVALO | 39 990 | - | 39 990 | 3 999 | 9 000 | 44.43% | NC | NC | 39 990 | - | 39 990 |
| 26110000 | SATT | 236 000 | - | 236 000 | 2 360 | 10 000 | 23.60% | 1 171 956 | 276 582 | 236 000 | - | 236 000 |
| 26110000 | Divers | 7 781 | - | 7 781 | n.a | n.a | n.a | n.a | n.a | 7 781 | - | 7 781 |
| | Total | 6 813 754 | - | 6 813 754 | | | | 5 028 610 | 4 122 634 | 2 910 922 | - | 2 910 922 |

Pas de changement sur l'année 2023 par rapport à 2022.

Pour rappel en 2022, lors de l'assemblée générale du 5 décembre 2022, Protisvalor a procédé à une réduction en capital de 2 634 408 euros afin d'apurer les pertes des exercices antérieurs. Cela a engendré une provision pour dépréciation des titres de participation qui a été passée à concurrence de 2 627 151€ dans les comptes d'AMU.

Les titres de participation dans les sociétés PACAVALO sont intégralement provisionnés.

Les capitaux propres de PACAVALO sont négatifs depuis plusieurs années et n'ont pas fait l'objet d'une recapitalisation. Il est envisagé de mettre fin aux activités de PACAVALO dans un avenir proche.

4.2 Tableau de variation des amortissements et dépréciation de l'actif immobilisé

| Amortissements/Dépréciations | Bilan d'ouverture | Bilan ouverture proforma | Augmentations | Diminutions | 31.12.2023 |
|---|-------------------|--------------------------|---------------|-------------|-------------|
| <i>Immobilisations incorporelles</i> | 3 763 414 | 3 763 414 | 699 761 | - 308 057 | 4 155 118 |
| Frais développement | 5 666 | 5 666 | - | - | 5 666 |
| Logiciels, brevets et licences | 3 514 900 | 3 587 953 | 657 152 | - 280 857 | 3 964 248 |
| Autres concessions, brevets | 73 053 | | 7 290 | - | 7 290 |
| Autres immobilisations incorporelles | 169 795 | 169 795 | 35 318 | - 27 200 | 177 913 |
| <i>Immobilisations corporelles</i> | 438 306 517 | 438 306 517 | 51 470 933 | - 5 267 497 | 484 509 953 |
| Terrains et aménagements | 11 118 316 | 11 118 316 | 1 926 369 | 467 | 13 045 152 |
| Constructions | 254 754 805 | 254 754 805 | 21 621 960 | - 2 056 761 | 274 320 004 |
| Constructions sur sol d'autrui | 93 136 | 93 136 | 18 508 | - | 111 645 |
| Installations techniques, matériels et outillages | 98 170 689 | 98 170 689 | 6 107 465 | - 615 308 | 103 662 846 |
| Collections | 128 484 | 128 484 | 36 044 | - | 164 528 |
| Autres immobilisations corporelles | 60 033 086 | 60 033 086 | 8 969 860 | - 2 323 573 | 66 679 373 |
| Bâtiment remis en dotation | 14 008 001 | 14 008 001 | 12 790 727 | - 272 323 | 26 526 405 |
| <i>Immobilisations financières</i> | 2 960 808 | 2 960 808 | 415 900 | - | 3 376 708 |
| TOTAL des amortissements | 445 030 739 | 445 030 739 | 52 586 594 | - 5 575 554 | 492 041 779 |

| Sociétés | Valeurs | % détenu | Entité | Dépréciation | Valeurs |
|---|--------------|----------|-------------|--------------|--------------|
| PACAVALO | 39 990 | 44.43% | AMU | 39 990 | - |
| SATT | 236 000 | 23.60% | AMU | 236 000 | - |
| S/total Titres des sociétés non consolidées | 275 990 | | | 275 990 | - |
| Autres | 7 781 | | AMU | 7 781 | - |
| Actions Pertinence Invest | 300 000 | 12.50% | Protisvalor | 90 000 | 210 000 |
| Actions Pertinence Invest 2 | 69 000 | 0.58% | Protisvalor | | 69 000 |
| S/total Titres de participations | 376 781 | | | 97 781 | 279 000 |
| PROTOMED | 2 644 | 3.72% | Protisvalor | 2 644 | - |
| NEURON EXPERTS | 33 258 | 6.12% | Protisvalor | | 33 258 |
| VECT-HORUS | 633 332 | 1.82% | Protisvalor | | 633 332 |
| INOVSYS | 3 525 | 1.17% | Protisvalor | | 3 525 |
| VECT-HORUS | 58 540 | 0.35% | AMU | | 58 540 |
| GLOBAL STIM | 150 000 | 16.35% | Protisvalor | 150 000 | - |
| GLOBAL STIM (avance compte courant) | 20 000 | | Protisvalor | 20 000 | - |
| Actions Caisse d'épargne | 2 235 180 | | Protisvalor | | 2 235 180 |
| Actions PROGELIFE | 1 225 285 | 10.33% | Protisvalor | | 1 225 285 |
| Axyn Robotique | 203 143 | 10.56% | Protisvalor | 203 143 | - |
| S/total Autres titres | 4 564 908 | | | 375 787 | 4 189 121 |
| Total des Titres | 5 217 678.32 | - | - | 749 557.81 | 4 468 120.51 |

Les titres des sociétés Pacavallo et SATT appartiennent à l'université d'Aix-Marseille. Les titres des sociétés Protomed, Neuron experts, Progelife, Inovsys, Global Stim, et Axyn Robotique appartiennent à Protisvalor Méditerranée dont les statuts prévoient qu'elle puisse prendre des participations dans des sociétés innovantes ayant un lien direct ou indirect avec les résultats de la recherche universitaire.

Les titres de la société Vect-horus sont détenus par les deux établissements à hauteur de 1168 actions pour AMU et 10376 actions pour la filiale.

- Titres Protomed : La totalité des titres est dépréciée depuis le 31 décembre 2014 pour un montant de 2 644 €.

- Titres Axyn Robotique : En 2022 une provision pour dépréciation a été comptabilisée pour un montant de 47 243 €. La société a été mise en liquidation judiciaire le 18 octobre 2023. Une provision pour dépréciation est comptabilisée pour un montant de 155 900 € afin de provisionner la totalité des titres.

- Titres Global Stim : La société a été mise en liquidation judiciaire le 04 avril 2023. Une provision pour dépréciation est comptabilisée pour un montant de 150 000 €.

L'avance en compte courant est provisionnée en totalité pour un montant de 20 000€.

- Titres Pertinence Invest : Pertinence Invest a enregistré une provision dans ses comptes en 2023. De ce fait, une provision pour dépréciation à hauteur de 30% de notre investissement a été comptabilisée pour un montant de 90 000 €.

4.3 Financements Etats et autres

| Financements externes - AGREGÉ | Bilan ouverture | Bilan ouverture proforma | Augmentation | Diminution | 31.12.2023 | 31.12.2023 dont non fléchées * |
|--|--------------------|--------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------------------|
| <i>ETAT</i> | 551 645 859 | 541 176 951 | 15 910 834 | - 16 829 901 | 540 257 884 | 106 427 213 |
| Financement des actifs mis à disposition | 548 700 388 | 548 700 388 | - 2 060 774 | - 16 331 963 | 530 307 651 | - |
| Reprises sur le financement des actifs mis à disposition | - 156 524 126 | - 156 524 126 | - 11 567 419 | - | - 168 091 545 | - |
| ETAT : BIENS MIS A DISPOSITION | 392 176 262 | 392 176 262 | - 13 628 193 | - 16 331 963 | 362 216 106 | - |
| Ministère Education Nationale | 251 727 474 | 223 526 068 | 43 283 034 | - 551 153 | 266 257 949 | 106 427 213 |
| Reprises cumulées Etat | - 92 257 878 | - 74 525 380 | - 13 744 007 | 53 216 | - 88 216 170 | - |
| ETAT : FINANCEMENT DES AUTRES ACTIFS | 159 469 596 | 149 000 689 | 29 539 027 | - 497 938 | 178 041 778 | 106 427 213 |
| <i>HORS ETAT</i> | 98 358 374 | 97 651 611 | - 1 313 829 | - 21 968 | 96 315 814 | 9 524 606 |
| Région | 59 573 732 | 59 426 486 | 2 547 122 | - 17 344 | 61 956 264 | 3 424 254 |
| Reprises cumulées Région | - 28 264 515 | - 28 223 147 | - 2 665 912 | 13 015 | - 30 876 045 | - |
| Département | 25 152 717 | 25 102 717 | 991 991 | - | 26 094 709 | 1 810 986 |
| Reprises cumulées Département | - 11 058 772 | - 11 050 577 | - 1 239 857 | - | - 12 290 433 | - |
| Commune | 35 684 893 | 35 614 893 | 769 339 | - 21 358 | 36 362 874 | 1 282 128 |
| Reprises cumulées Commune | - 10 195 107 | - 10 185 825 | - 1 703 594 | 11 123 | - 11 878 296 | - |
| Subv. Équipt autres coll. Publiques | 36 857 825 | 36 138 440 | 1 243 015 | - 134 383 | 37 247 072 | 707 657 |
| Reprises cumulées autres coll. Publiques | - 20 952 033 | - 20 664 110 | - 1 574 341 | 127 031 | - 22 111 419 | - |
| Union Européenne | 18 397 324 | 18 397 324 | 17 688 | - 60 554 | 18 354 459 | 359 727 |
| Reprises cumulées Union Européenne | - 15 198 707 | - 15 198 707 | - 238 672 | 60 554 | - 15 376 826 | - |
| Autres organismes | 2 462 849 | 2 461 577 | 19 330 | - 2 924 | 2 477 984 | 265 685 |
| Reprises cumulées Autres organismes | - 1 510 418 | - 1 509 146 | - 54 556 | 2 924 | - 1 560 778 | - |
| Autres subventions d'équipement | 12 896 171 | 12 817 131 | 1 019 971 | - 119 534 | 13 717 568 | 1 674 170 |
| Reprises cumulées autres subventions d'équipement | - 5 487 587 | - 5 475 447 | - 445 354 | 119 482 | - 5 801 318 | - |
| TOTAL DES FINANCEMENTS EXTERNES | 650 004 232 | 638 828 562 | 14 597 005 | - 16 851 869 | 636 573 698 | 115 951 819 |

*Les subventions non fléchées représentent un montant total de 115,96 M€ (*contre 101,21 M€ en 2022*).

A noter 112,69 M€ concernent le budget annexe immobilier (BAIM) : Plan campus, partenariat public privé (PPP), contrat de relance plan état région (CPER).

La restitution du Bâtiment Méjanes à AIX pour inutilité ainsi que des pré fabriqués sur le site de la TIMONE à hauteur de 16,10 M€ avec une valeur nette comptable de 15,73M€. Il s'agit d'anciens biens remis en dotation et évalués par la DIE. Ces sorties sont donc neutralisées et sans impact sur le résultat.

4.4 Trésorerie et équivalent de trésorerie

Dotations non consommables

Les dotations non consommables concernent le Plan campus pour un montant de 500 M€ et sont comptabilisées, en contrepartie des financements de l'Etat, en immobilisations financières.

Les dotation non consommables, placées à long terme auprès d'institutions financière publiques, génèrent les produits financiers suivants utilisés pour le financement des activités Plan Campus à hauteur de 20 161 900€ pour l'exercice 2023.

Trésorerie

| Trésorerie | 31/12/2022 | 31/12/2022 proforma | 31/12/2023 |
|------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
| CLASSE 5 | | | |
| VMP | | | |
| Legs Crémieux | 190 197 | 190 197 | 190 197 |
| Sicav BP + CEPAC | 1 469 530 | 1 469 530 | 2 985 071 |
| Ct capitalisation BP | 3 299 884 | 3 299 884 | 3 368 569 |
| Dépréciations | - 37 864 | - 37 864 | - 14 598 |
| BANQUE | | | |
| Compte courant Crédit Mutuel | 22 072 819 | - | 11 907 |
| Compte Trésor Public | 222 967 013 | 162 069 753 | 183 046 058 |
| Caisse | 11 021 | 11 021 | 6 667 |
| Banque | 30 034 044 | 52 106 862 | 36 676 943 |
| Autres | 110 725 | 110 725 | 143 546 |
| TOTAL | 280 117 368 | 219 220 108 | 226 414 361 |

4.5 Tableau de variation des capitaux propres

| BILAN | Biens mis à disposition (10411-10491-10492) | Subventions d'investissements & Capital (101-10413-10493-13) | Dotations initiales fondations Reprises sur dotations consommables | Réserves (10682-10688) | Report à nouveau (110-119) | Résultat (6-7) | Total des capitaux propres |
|--|--|---|---|---------------------------|-------------------------------|-------------------|----------------------------|
| 31.12.2022 | 392 176 262 | 261 741 561 | 3 301 131 | 177 149 210 | 20 017 | - 1 898 489 | 832 489 692 |
| 31.12.2022 PROFORMA | 392 176 262 | 250 565 890 | - | 174 874 800 | 21 744 | - 2 046 609 | 815 592 088 |
| Subventions d'investissement | - | 49 891 490 | - | - | - | - | 49 891 490 |
| Quote-part de reprise des subventions d'investissement | - 11 567 419 | - 21 666 291 | - | - | - | - | - 33 233 711 |
| Sortie nette des subventions d'investissement | - 16 331 963 | - 519 906 | - | - | - | - | - 16 851 869 |
| Sortie des composants (travaux immobiliers) | - 2 060 774 | - | - | - | - | - | - 2 060 774 |
| Dotations consommées - Fondations | - | - | - | - | - | - | - |
| Dons et legs | | | | | | | - |
| Régularisations diverses - classe 1 / classe 2 | - | - | - | - | - 141 489 | - | - 141 489 |
| Affectation résultat N-1 | - | - | - | - 2 046 609 | - | 2 046 609 | - |
| Résultat N | - | - | - | - | - | - 1 775 873 | - 1 775 873 |
| Intercos ayant un impact capitaux | - | - 3 902 832 | - | - | - | - | - 3 902 832 |
| 31.12.2023 | 362 216 106 | 274 368 351 | - | 172 828 191 | - 119 746 | - 1 775 873 | 807 517 029 |

4.6 Provisions

| Comptes | Situations et mouvements | | | | | |
|---|--------------------------|-----------------------------------|------------------------------|-----------------------------|---------------|--------------------------|
| | Provisions au 31/12/2022 | Provisions au 31/12/2022 PROFORMA | Dotations de l'exercice 2023 | Reprises de l'exercice 2022 | | Provisions au 31/12/2023 |
| | | | | Utilisées | Non utilisées | |
| 15110000 - Provisions pour litiges | 823 667 | 823 667 | 516 169 | 370 721 | 452 946 | 516 169 |
| 15180000 - Provisions pour risques et charges | 9 764 151 | 9 764 151 | 10 773 276 | 1 424 401 | 8 339 750 | 10 773 276 |
| TOTAL | 10 587 818 | 10 587 818 | 11 289 445 | 1 795 122 | 8 792 696 | 11 289 445 |

Détail: 15110000 - provisions pour litiges

| Libellé | 31/12/2022 | 31/12/2022 PROFORMA | Reprises | Dotations | 31/12/2023 |
|--------------------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|----------------|
| Divers litiges | 822 556 | 822 556 | 822 556 | 515 266 | 515 266 |
| Provisions pour pertes de change PVM | 1 110 | 1 110 | 1 110 | 903 | 903 |
| Ressources affectées | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 823 666 | | 823 666 | 516 169 | 516 169 |

Détail: 15180000 - provisions pour risques et charges

| Libellé | 31/12/2022 | 31/12/2022 PROFORMA | Reprises | Dotations | 31/12/2023 |
|----------------------------------|------------------|---------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| Heures complémentaires (4/12ème) | 3 008 108 | 3 008 108 | 3 008 108 | 2 965 864 | 2 965 864 |
| CET | 3 331 673 | 3 331 673 | 3 331 673 | 2 291 438 | 2 291 438 |
| CP titulaires | 2 721 127 | 2 721 127 | 2 721 127 | 4 796 256 | 4 796 256 |
| PROVISION AMU CAPITAL DECES | 65 000 | 65 000 | 65 000 | 65 000 | 65 000 |
| PROVISION AMU ACCIDENT TRAVAIL | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 |
| Contrats PVM | 376 321 | 376 321 | 376 321 | 361 321 | 361 321 |
| CONTRATS RECHERCHE | 61 922 | 61 922 | 61 922 | 93 397 | 93 397 |
| TOTAL | 9 764 151 | 9 764 151 | 9 764 151 | 10 773 276 | 10 773 276 |

Dans le cadre du contrat de mandat qui lie l'université d'Aix-Marseille et sa filiale Protisvalor Méditerranée pour la gestion des contrats de recherche, une provision a été comptabilisée en 2009 pour couvrir les risques de pertes liés à la fermeture envisagée d'une activité de prestations de services déficitaire et à divers contrats qui n'ont pas abouti, qui n'ont pas été correctement justifiés ou qui incluent des créances dont le recouvrement est incertain. L'évaluation de cette provision au 31 décembre 2023 d'un montant total de 361 321€ correspond au contrat LHMA pour 317 321€, au contrat JRPH pour 44 000€. Le contrat d'un chercheur pour 15K€ provisionné en 2022 a été payé en 2023.

4.7 Tableau de variations des emprunts et dettes financières

| Emprunts et dettes financières | 2022 | 2022 proforma | 2023 | Variation | Créances ou dettes à moins de 1 an | Créances ou dettes à plus de 1 an | Créances ou dettes à plus de 5 ans |
|---|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| Dettes financières et autres emprunts | 1 374 946 549 | 624 946 549 | 619 219 979 | - 5 726 570 | 5 829 440 | 23 681 346 | 589 709 194 |
| Dotation non consommable | 1 250 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | - | | | 500 000 000 |
| Emprunts / Cessions Dailly | 41 282 766 | 41 282 766 | 39 160 488 | - 2 122 278 | 2 188 136 | 8 735 787 | 28 236 566 |
| Emprunts auprès des établissements de crédits | 83 663 783 | 83 663 783 | 80 059 491 | - 3 604 292 | 3 641 304 | 14 945 559 | 61 472 628 |
| Dépôts et cautionnement reçus | 147 219 | - | - | - | | | |
| Total général Dettes | 1 375 093 768 | 624 946 549 | 619 219 979 | - 5 726 570 | 11 658 879 | 47 362 691 | 1 179 418 388 |

4.8 Etat des échéances des créances

| Etat des échéances des créances | 2022 | 2022 proforma | 2023 | Variation | Créances ou dettes à moins de 1 an | Créances ou dettes à plus de 1 an | Créances ou dettes à plus de 5 ans |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|---|--|
| Avances et acomptes versés sur commandes | | 74 355 | 60 249 | - 14 106 | 60 249 | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 14 078 935 | 14 065 758 | 11 072 540 | - 2 993 219 | 11 072 540 | | |
| Clients douteux | 6 827 959 | 6 827 959 | 7 045 180 | 217 221 | 7 045 180 | | |
| Clients: Factures à établir | | 6 930 870 | 4 247 460 | - 2 683 409 | 4 247 460 | | |
| Créances clients | 13 639 915 | 6 695 869 | 6 386 060 | - 309 809 | 6 386 060 | | |
| Dépréciation | - 6 388 939 | - 6 388 939 | - 6 606 161 | - 217 221 | - 6 606 161 | | |
| Créances des entités publiques des organismes internationaux et commission européenne | 181 905 713 | 140 335 764 | 182 817 801 | 42 482 037 | 182 817 801 | | |
| Créance: TVA | 3 309 947 | 3 954 187 | 3 145 423 | - 808 764 | 3 145 423 | | |
| Créances: Subventions d'exploitation | 178 595 766 | 76 452 792 | 93 353 497 | 16 900 705 | 93 353 497 | | |
| Créances: Subventions d'investissement | | 59 928 786 | 86 318 881 | 26 390 095 | 86 318 881 | | |
| Créances sur les autres débiteurs | 1 272 182 | 787 698 | 1 101 097 | 313 399 | 1 101 097 | | |
| Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts) | 1 069 949 | 1 039 015 | 1 082 669 | 43 655 | 1 082 669 | | |
| Total général | 198 326 780 | 156 302 590 | 196 134 355 | 39 831 765 | 196 134 355 | - | - |

4.9 Fournisseurs et comptes rattachés

| Etat des échéances des dettes | 2022 | 2022 proforma | 2023 | Variation | Créances ou dettes à moins de 1 an | Créances ou dettes à plus de 1 an | Créances ou dettes à plus de 5 ans |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|---|--|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 15 987 098 | 13 993 928 | 15 082 618 | 1 088 690 | 15 082 618 | | |
| Dettes fournisseurs | | 1 057 168 | 1 595 870 | 538 702 | 1 595 870 | | |
| Fournisseurs: Factures non parvenues | | 12 936 760 | 13 486 748 | 549 988 | 13 486 748 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 15 000 081 | 15 295 028 | 17 622 420 | 2 327 392 | 17 622 420 | | |
| CAP Personnel | | 14 545 330 | 16 807 364 | 2 262 034 | 16 807 364 | | |
| Dettes: TVA | | 749 698 | 815 056 | 65 358 | 815 056 | | |
| Avances et acomptes recus | 311 473 185 | 219 553 914 | 265 137 828 | 45 583 913 | 265 137 828 | | |
| Autres dettes non financières | 9 882 269 | 6 158 388 | 19 445 685 | 13 287 296 | 19 445 685 | | |
| Autres dettes non financières | | 4 741 848 | 16 813 023 | 12 071 175 | 16 813 023 | | |
| Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention) | | 1 416 540 | 2 632 662 | 1 216 122 | 2 632 662 | | |
| Produits constatés d'avance | 37 654 106 | 37 478 889 | 35 345 873 | - 2 133 016 | 35 345 873 | | |
| Total général | 389 996 739 | 292 480 148 | 352 634 424 | 60 154 276 | 352 634 424 | - | - |

4.10 Stocks et en cours

| Nature des stocks | 31/12/2023 | Bilan ouverture proforma | Bilan ouverture |
|-------------------------------------|----------------|-----------------------------|--------------------|
| Fioul | 3 625 | 22 291 | 22 291 |
| Produits d'entretien | 36 584 | 59 313 | 59 313 |
| Produits dangereux | 38 260 | 19 123 | 19 123 |
| Fournitures de bureau (dont papier) | 62 141 | 46 115 | 46 115 |
| Autres fournitures | 490 823 | 471 750 | 471 750 |
| TOTAL | 631 432 | 618 592 | 618 592 |

4.11 Détail du compte résultat : charges

| Etat des charges | 2022 | 2022 proforma | 2023 | Variation |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Achats | - | 27 013 | 36 257 | 9 244 |
| Autres achats | | | | - |
| Frais sur achats | | 27 013 | 36 257 | 9 244 |
| Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables) | 107 217 070 | 40 683 454 | 41 291 128 | 607 674 |
| Autres charges diverses | | 13 613 253 | 14 442 544 | 829 291 |
| Autres charges spécifiques | | 15 497 515 | 14 569 584 | - 927 931 |
| Autres droits | | 32 971 | 23 508 | - 9 463 |
| Autres impôts et taxes | 8 598 910 | 368 513 | 337 922 | - 30 590 |
| Contribution FIPHP | | 786 509 | 481 269 | - 305 239 |
| Droits d'auteur | | 191 538 | 189 726 | - 1 812 |
| Impôt et taxes - Personnel | | 7 088 546 | 7 393 525 | 304 979 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | | 8 331 | 36 813 | 28 481 |
| Redevances pour concessions | | 3 037 245 | 3 756 792 | 719 547 |
| Taxes Foncières | | 59 033 | 59 444 | 411 |
| Charges de personnel | 561 311 829 | 544 195 630 | 568 991 546 | 24 795 916 |
| Autres charges de personnel | | 2 939 596 | 2 911 701 | - 27 895 |
| Charges sociales | | 212 789 009 | 220 503 472 | 7 714 463 |
| Salaires, traitements et rémunérations divers | | 328 467 025 | 345 576 373 | 17 109 348 |
| Charges financières | 2 224 485 | 2 146 073 | 1 863 470 | - 282 602 |
| Charges d'intérêt | | 2 095 835 | 1 834 412 | - 261 423 |
| Pertes de change | | 50 238 | 29 058 | - 21 180 |
| Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme | 30 182 664 | 89 964 601 | 100 097 301 | 10 132 700 |
| Achats de sous-traitance et services extérieurs | | 21 875 649 | 21 765 308 | - 110 341 |
| Achats et variations de stock | | 28 847 573 | 36 892 640 | 8 045 067 |
| Autres services extérieurs | | 39 241 379 | 41 439 353 | 2 197 974 |
| Dotations aux amt, dépréciations et aux provisions financières | | 85 609 | 405 513 | 319 904 |
| Dotations aux amt, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés | 167 994 875 | 66 101 314 | 84 635 989 | 18 534 675 |
| Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations) | | | - | - |
| Total général | 877 529 833 | 743 203 694 | 797 321 204 | 54 117 510 |

Le montant total des charges s'élève à 797,32 M€.

Ce chiffre est en hausse de 54 117 M€, par rapport à celui de 2022.

46 % de cette hausse provient de l'augmentation de la masse salariale suite à l'augmentation du point d'indice et les mesures salariales dans le cadre de la loi sur la programmation de la recherche.

L'augmentation du coût de l'électricité y participe pour 8 945 M€.

On y retrouve aussi la restitution du Bâtiment Méjanès à AIX pour inutilité ainsi que des pré fabriqués sur le site de la TIMONE à hauteur de 16,10 M€ avec une valeur nette comptable de 15,73M€.

4.12 Détail du compte résultat : produits

| Produits d'exploitation | 2022 | 2022 proforma | 2023 | Variation |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés) | 643 129 970 | 618 295 731 | 640 885 539 | 22 589 808 |
| Subventions pour charges de service public | | 536 925 478 | 563 503 094 | 26 577 616 |
| Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques | | 73 939 022 | 71 415 578 | - 2 523 444 |
| Dons et legs | | 210 853 | 231 031 | 20 178 |
| Produits de la fiscalité affectée | | 7 220 378 | 5 735 835 | - 1 484 543 |
| Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité) | 86 350 002 | 78 866 189 | 83 302 060 | 4 435 871 |
| Ventes de biens ou prestations de services | | 72 976 192 | 81 830 991 | 8 854 799 |
| Produits de cessions d'éléments d'actif | | 523 871 | 721 | - 523 151 |
| Autres produits de gestion | | 5 366 126 | 1 470 349 | - 3 895 777 |
| Autres produits | 49 355 631 | 46 547 890 | 67 192 838 | 20 644 948 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement) | 10 302 090 | 10 302 055 | 14 672 550 | 4 370 495 |
| Reprise du financement rattaché à un actif | 39 053 541 | 36 245 835 | 52 520 288 | 16 274 453 |
| Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie | 38 937 | 38 937 | 23 185 | - 15 752 |
| Gains de change | 31 876 | 38 063 | 23 825 | - 14 238 |
| Autres produits financiers | 178 509 | 196 224 | 246 839 | 50 615 |
| Total général | 779 084 926 | 743 983 034 | 791 674 285 | 47 691 251 |

Le montant global des recettes s'élève à 791,67 M€.

Ce chiffre augmente de 6.41 % par rapport à celui de 2022 soit 47 691 K€.

4.13 Engagements hors bilan

4.13.1 Partenariats Publics Privés (PPP)

Au 31 décembre 2023 AMU est engagé dans trois partenariats publics privés : Oéanomed 2, Aix Quartier des Facultés et Luminy 2017.

Les tableaux suivants présentent les données financières selon les caractéristiques suivantes :

- Dépenses réalisées jusqu'au 31 décembre 2023 ;
- Evaluation des dépenses futures en euros constants ;
- Les PPP pouvant faire l'objet d'une TVA déductible partiellement sont évalués, pour les échéances futures, en prenant en compte le coefficient de taxation (Prorata de TVA) 2022, soit 11.28 %.

Dans l'élaboration du modèle financier, plusieurs hypothèses ont été formulées pour tenir compte de l'évolution des prix (données financières en euros courants). L'hypothèse de risque le plus élevé retenu par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche prévoit une indexation de 3% par an pour les loyers R2, 2,8% pour les loyers R3 et 2,7 % pour les loyers R4.

Afin de conserver une lecture comparable sur la durée du projet, les dépenses futures sont évaluées en euros constants et ne tiennent pas compte d'une quelconque hypothèse d'évolution des prix. En conséquence, et pour les mêmes raisons, les dépenses futures ne font l'objet d'aucune actualisation.

Pour mémoire, ci-après les formules de calculs prévues dans les PPP relatives à l'évolution des prix (chaque contrat prévoit une formule pour les loyers R2, R3 et R4) :

| | Océanomed 2 | Aix Quartier des Facultés | Luminy 2017 |
|----|---|---|---|
| R2 | $R2'_k = R2^o_k \times \left(0,15 + 0,10 \times \frac{BT01_k}{BT01_o} + 0,22 \times \frac{EBIQ00_k}{EBIQ00_o} + 0,17 \times \frac{ICHTrev-TS_k}{ICHTrev-TS_o} + 0,36 \times \frac{BT50_k}{BT50_o} \right)$ <p>où :</p> <ul style="list-style-type: none"> - $R2'_k$ désigne la redevance trimestrielle R2 révisée du trimestre k ; - $R2^o_k$ désigne la redevance trimestrielle R2 du trimestre k en date de valeur connue en mai 2012, tel qu'elle ressort du cadre financier OF FIN 5 ; - $BT01_o$ publié par Le Moniteur des Travaux Publics, désigne la dernière valeur de l'indice BT01 connue en mai 2012, soit 871,9 ; - $BT01_k$ désigne la dernière valeur de l'indice BT01 connue à la date de facturation de la redevance du trimestre k. - $EBIQ00_o$ publié par l'INSEE, désigne la dernière valeur de l'indice EBIQ00 connue en mai 2012, soit 127,2 ; - $EBIQ00_k$ publié par l'INSEE, désigne la dernière valeur de l'indice EBIQ00 connue à la date de facturation de la redevance du trimestre k. - $ICHTrev-TS_o$ publié par l'INSEE, désigne la dernière valeur de l'indice $ICHTrev-TS$ connue en mai 2012, soit 109,9 ; - $ICHTrev-TS_k$ publié par l'INSEE, désigne la dernière valeur de l'indice $ICHTrev-TS$ connue à la date de facturation de la redevance du trimestre k. - $BT50_o$ publié par Le Moniteur des Travaux Publics, désigne la dernière valeur de l'indice BT50 connue en mai 2012, soit 180,8 ; - $BT50_k$ publié par Le Moniteur des Travaux Publics, désigne la dernière valeur de l'indice BT50 connue à la date de facturation de la redevance du trimestre k. | $R2 = R2_o \times \left[15\% + 45\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_o} + 40\% \times \frac{BT50}{BT50_o} \right]$ <p>Dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ R2 est le loyer de la période considérée en euros courants ▪ $R2_o$ est le loyer R2 en euros valeur 30/09/2013 ▪ $ICHT-IME_o$ est l'indice du coût horaire des industries mécaniques et électriques valeur connue au 30/09/2013, soit 111,5 ▪ $BT50_o$ est l'indice entretien – rénovation tous corps d'état, valeur connue au 30/09/2013, soit 183,7 ▪ $ICHT-IME$ est l'indice du coût horaire des industries mécaniques et électriques, dernière valeur connue au moment de la révision du prix ▪ $BT50$ est l'indice entretien – rénovation tous corps d'état, dernière valeur connue au moment de la révision du prix | $R2_n = R2_o \times \left[20\% + 80\% \times \frac{BT50_n}{BT50_o} \right]$ <ul style="list-style-type: none"> ✓ $R2_o$ = valeur du Loyer R2 annuel à la date de remise de l'Offre Finale ; ✓ $R2_n$ = valeur de Loyer R2 annuel au 1er janvier de l'année n ou à la Date Effective de Mise à Disposition de chaque Tranche ; ✓ $BT50_o$ = valeur référence du dernier indice connu rénovation entretien tout corps d'état à la date de remise de l'Offre Finale, soit 106,2 ; ✓ $BT50_n$ = valeur du dernier indice BT50 connu lors de la révision au 1er janvier de l'année n ou à la Date Effective de Mise à Disposition de chaque Tranche. |
| R3 | $R3'_k = R3^o_k \times \left(0,15 + 0,12 \times \frac{BT01_k}{BT01_o} + 0,73 \times \frac{ICHTrev-TS_k}{ICHTrev-TS_o} \right)$ <ul style="list-style-type: none"> - $R3'_k$ désigne la redevance trimestrielle R3 révisée du trimestre k ; - $R3^o_k$ désigne la redevance trimestrielle R3 en date de valeur en mai 2012, tel qu'elle ressort du cadre financier OF FIN 5 ; - $BT01_o$ publié par Le Moniteur des Travaux Publics, désigne la dernière valeur de l'indice BT01 connue en mai 2012, soit 871,9 ; - $BT01_k$ publié par Le Moniteur des Travaux Publics, désigne la dernière valeur de l'indice BT01 connue à la date de facturation de la redevance du trimestre k. - $ICHTrev-TS_o$ publié par l'INSEE, désigne la dernière valeur de l'indice $ICHTrev-TS$ connue en mai 2012, soit 109,9 ; - $ICHTrev-TS_k$ publié par l'INSEE, désigne la dernière valeur de l'indice $ICHTrev-TS$ connue à la date de facturation de la redevance du trimestre k. | $R3 = R3_o \times \left[15\% + 50\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_o} + 25\% \times \frac{BT01}{BT01_o} + 10\% \times \frac{FSD - 2}{FSD - 2_o} \right]$ <ul style="list-style-type: none"> ▪ R3 est le loyer de la période considérée en euros courants ▪ $R3_o$ est le loyer R3 en euros valeur 30/09/2013 ▪ $ICHT-IME_o$ est l'indice du coût horaire des industries mécaniques et électriques, valeur connue au 30/09/2013, soit 111,5 ▪ $BT01_o$ correspond à valeur de l'indice BT01 publiée par la Fédération française du bâtiment (FFB) valeur connue au 30/09/2013, soit 880,5 ▪ $FSD2_o$ est l'indice Frais et services divers - modèle de référence n°2, valeur connue au 30/09/2013 ▪ $ICHT-IME$ est l'indice du coût horaire des industries mécaniques et électriques, dernière valeur connue au moment de la révision du prix ▪ $BT01$ correspond à la valeur de l'indice BT01 publiée par la Fédération française du bâtiment (FFB) dernier indice connu au moment de la révision du prix. ▪ $FSD2$ est l'indice Frais et services divers - modèle de référence n°2, dernier valeur connue au moment de la révision du prix. | $R3_n = R3_o \times \left[20\% + 64\% \times \frac{ICHT - IME_n}{ICHT - IME_o} + 16\% \times \frac{FSD2_n}{FSD2_o} \right]$ <ul style="list-style-type: none"> ✓ $R3_o$ = valeur du Loyer R3 annuel à la date de remise de l'Offre Finale ; ✓ $R3_n$ = valeur de Loyer R3 annuel au 1er janvier de l'année n ou à la Date Effective de Mise à Disposition de chaque Tranche ; ✓ $ICHT-IME_o$ = valeur référence du dernier indice connu du coût horaire du travail tous salariés, industrie mécaniques et électriques à la date de remise de l'Offre Finale, soit 115,5 ; ✓ $ICHT-IME_n$ = valeur du dernier indice $ICHT-IME$ connu lors de la révision au 1er janvier de l'année n ou à la Date Effective de Mise à Disposition de chaque Tranche. ✓ $FSD2_o$ = valeur référence de l'indice frais et services divers à la date de remise de l'Offre Finale, soit 123,6 ; ✓ $FSD2_n$ = valeur du dernier indice $FSD2$ connu lors de la révision au 1er janvier de l'année n ou à la Date Effective de Mise à Disposition de chaque Tranche. |

| | Océanomed 2 | Aix Quartier des Facultés | Luminy 2017 |
|----|--|---|--|
| R4 | $R4'_k = R4^o_k \times \left(0,15 + 0,42 \times \frac{ICC_k}{ICC_o} + 0,43 \times \frac{4018E_k}{4018E_o} \right)$ <ul style="list-style-type: none"> - $R4'_k$ désigne la redevance trimestrielle R3 révisée du trimestre k ; - $R4^o_k$ désigne la redevance trimestrielle R3 en date de valeur en mai 2012, tel qu'elle ressort du cadre financier OF FIN 5; - ICC_o publié par l'INSEE, désigne la dernière valeur de l'indice ICC connue en mai 2012 soit 1638 ; - ICC_k publié par l'INSEE, désigne la dernière valeur de l'indice BT01 connue à la date de facturation de la redevance du trimestre k. - $4018E_o$ publié par le Moniteur, désigne la dernière valeur connue de l'indice des prix à la consommation France base 100 en 1998 hors tabac des ménages en mai 2012, soit 124,8; - $4018E_k$ publié par le Moniteur, désigne la dernière valeur connue de l'indice des prix à la consommation France base 100 en 1998 hors tabac des ménages à la date de facturation de la redevance du trimestre k. | $R4 = R4_o \times \left[15\% + 25\% \times \frac{RI}{RI_o} + 10\% \times \frac{SYN}{SYN_o} + 50\% \times \frac{IPC}{IPC_o} \right]$ <ul style="list-style-type: none"> ▪ R4 est le loyer de la période considérée en euros courants ▪ $R4_o$ est le loyer R4 en euros valeur 30/09/2013 ▪ RI_o est l'indice Risque industriels, valeur connue au 30/09/2013, soit 5753 ▪ $SYNTEC_o$ est l'indice SYNTEC, valeur connue au 30/09/2013, soit 245,8 ▪ IPC_o est l'indice des Prix à la Consommation ensemble des ménages hors tabac, valeur connue au 30/09/2013, soit 125,6 ▪ RI est l'indice Risque industriels, dernière valeur connue au moment de la révision du prix ▪ SYNTEC est l'indice SYNTEC, dernière valeur connue au moment de la révision du prix ▪ IPC est l'indice des Prix à la Consommation ensemble des ménages hors tabac, dernière valeur connue au moment de la révision du prix | $R4_n = R4_o \times \left[20\% + 80\% \times \frac{ICHT - N_n}{ICHT - N_o} \right]$ <ul style="list-style-type: none"> ✓ $R4_o$ = valeur du Loyer R4 annuel à la date de remise de l'Offre Finale ; ✓ $R4_n$ = valeur de Loyer R4 annuel au 1er janvier de l'année n ou à la Date Effective de Mise à Disposition de l'Ensemble des Tranches; ✓ $ICHT-N_o$ = valeur référence du dernier indice connu du coût horaire du travail des services administratifs à la date de remise de l'Offre Finale soit 114,7 ; ✓ $ICHT-N_n$ = valeur du dernier indice ICHT-N connu lors de la révision au 1er janvier de l'année n ou à la Date Effective de Mise à Disposition de l'Ensemble des Tranches. |

- Océanomed 2 (prorata de TVA) :

Ce contrat de partenariat public privé conclu le 14 novembre 2012 sur une durée de 25 ans prévoit les conditions financières suivantes :

| Récapitulatif des conditions financières pour le Partenariat Public Privé - OCEANOMED 2 | | | | | | | | | |
|---|--------|--|----------------------------------|----------------------|--------------|------------------|--------------------------|-----------------|---------------------------|
| Informations financières au 31.12.2023 | | | | | | | | | |
| Contrat PPP OCEANOMED 2 | | Imputations comptables des paiements - Emplois | | | | | Financement - Ressources | | Sommes dues au 31/12/2023 |
| | | Classe 2 | Classe 6 | | | | Classe 1 | classe 7 | |
| | | Immobilisations | Gros Entretien et Renouvellement | Frais de Maintenance | Frais divers | Frais Financiers | Dotation campus | Dotation campus | |
| Dépenses (PRORATA TVA) (en milliers d'euros - K€) | | | | | | | | | |
| Versements anticipés (intérêts de préfinancement) | 4 869 | 4 869 | | | | | 4 869 | | |
| Loyer financier, dont : | | | | | | | | | |
| Intérêts (en euros constants avant cristallisation) | 3 085 | | | | | 3 085 | | 3 085 | 1 234 |
| Capital (investissement) | 6 563 | 6 563 | | | | | 6 563 | | 4 168 |
| Loyer Gros Entretien - Renouvellement | 2 425 | | 2 425 | | | | | 2 425 | 1 386 |
| Loyer Maintenance technique et petit entretien | 3 183 | | | 3 183 | | | | 3 183 | 1 211 |
| Loyer Frais de gestion, d'assurance et d'impôts et taxes | 1 152 | | | | 1 152 | | | 1 152 | 465 |
| Total | 21 277 | 11 432 | 2 425 | 3 183 | 1 152 | 3 085 | 11 432 | 9 845 | 8 464 |
| Total des Emplois et des ressources | | | | | | 21 277 | | 21 277 | |

- Aix Quartier des Facultés (TTC) :

Ce contrat de partenariat public privé conclu le 6 mai 2014 sur une durée de 28 ans et 6 mois. Le tableau suivant récapitule les conditions financières du Partenariat Public-Privé.

| Récapitulatif des conditions financières prévues pour le Partenariat Public Privé - Aix Quartier des Facultés | | | | | | | | | | |
|---|---------|--|----------------------------------|----------------------|--------------|------------------|--------------------------|---------------------|-----------------|---------------------------|
| Données disponibles au 31.12.2023 | | | | | | | | | | |
| Contrat PPP 06.05.2014 - Annexe F5 | TOTAL | Imputations comptables des paiements - Emplois | | | | | Financement - Ressources | | | Sommes dues au 31/12/2023 |
| | | Classe 2 | Classe 6 | | | | Classe 1 | Classe 7 | Impact résultat | |
| | | Immobilisations | Gros Entretien et Renouvellement | Frais de Maintenance | Frais divers | Frais Financiers | Dotation campus | | Dotation campus | ressources propres |
| | | | | | | | Financements long terme | Autres financements | | |
| Dépenses TTC (en milliers d'euros - K€) | | | | | | | | | | |
| Versements anticipés (intérêts de préfinancement) | 15 650 | 15 650 | | | | | | 15 650 | | |
| Paiement à l'avance de la Tranche spécifique | 17 089 | 17 089 | | | | | | 17 089 | | - |
| Compte de réserve pour le service de la dette | 1 089 | 1 089 | | | | | | 1 089 | | |
| Reprise du compte de réserve pour le service de la dette | - 1 089 | - 1 089 | | | | | | - 1 089 | | - 1 089 |
| Fiche modificative | 3 585 | 3 585 | | | | | | 3 585 | | |
| Loyer financier, dont : | 112 302 | | | | | | | | | |
| Intérêts | 21 124 | | | | | 21 124 | | | 21 124 | 11 523 |
| Capital | 91 178 | 91 178 | | | | | 91 178 | | | 63 477 |
| Loyer Gros Entretien - Renouvellement | 37 665 | | 37 665 | | | | | | 37 665 | 30 420 |
| Loyer Maintenance technique et petit entretien | 33 613 | | | 33 613 | | | | | 33 613 | 26 669 |
| Loyer Frais de gestion, d'assurance et d'impôts et taxes | 10 346 | | | | 10 346 | | | | 10 346 | 8 291 |
| Total | 230 250 | 127 502 | 37 665 | 33 613 | 10 346 | 21 124 | 91 178 | 36 324 | 102 748 | 139 291 |
| Total des Emplois et des ressources | | 127 502 | | | | 102 748 | | 127 502 | 102 748 | |

- Luminy 2017 (prorata de TVA) :

Il s'agit du contrat de PPP signé le 29 avril 2016 pour un montant global de 135M€ (85M€ d'investissement et 50M€ de fonctionnement). Contrairement aux précédents PPP, les loyers de maintenance ne sont pas éligibles à une prise en charge par les intérêts de la dotation campus. Le tableau récapitulatif des conditions financières met en évidence cette particularité en faisant état d'un impact résultat sur les ressources propres d'Aix Marseille Université.

Le tableau suivant reprend les conditions financières prévues (Luminy 2017) :

| Récapitulatif des conditions financières prévues pour le Partenariat Public Privé - Luminy | | | | | | | | | | |
|--|---------|--|----------------------------------|----------------------|--------------|------------------|--------------------------|---------------------|-----------------|---------------------------|
| Sur la base des données disponibles au 31.12.2023 | | | | | | | | | | |
| Contrat PPP 29.04.2016 - Annexe F5 | TOTAL | Imputations comptables des paiements - Emplois | | | | | Financement - Ressources | | | Sommes dues au 31/12/2023 |
| | | Classe 2 | Classe 6 | | | | Classe 1 | Classe 7 | Impact résultat | |
| | | Immobilisations | Gros Entretien et Renouvellement | Frais de Maintenance | Frais divers | Frais Financiers | Dotation campus | | Dotation campus | ressources propres |
| | | | | | | | Financements long terme | Autres financements | | |
| Dépenses prévues du 29.04.2016 au 31.12.2045 (en milliers d'euros - K€) | | | | | | | | | | |
| Versements anticipés (Intérêts de préfinancement) | 26 810 | 26 810 | | | | | | 26 810 | | - |
| Versement anticipé de la Tranche spécifique | - | - | | | | | | - | | - |
| Loyer financier, dont : | | | | | | | | | | |
| Intérêts (en euros constants avant cristallisation) | 19 755 | | | | | 19 755 | | | 19 755 | 14 898 |
| Capital (investissement) | 58 071 | 58 071 | | | | | 58 071 | | | 50 662 |
| Loyer Gros Entretien - Renouvellement | 13 753 | | 13 753 | | | | | | 13 753 | 11 363 |
| Loyer Maintenance technique et petit entretien | 9 821 | | | 9 821 | | | | | | 9 821 |
| Loyer Frais de gestion, d'assurance et d'impôts et taxes | 7 215 | | | | 7 215 | | | | 7 215 | 5 447 |
| Total | 135 426 | 84 881 | 13 753 | 9 821 | 7 215 | 19 755 | 58 071 | 26 810 | 40 724 | 89 602 |
| Total des Emplois et des ressources au 31/12/2019 | | 84 881 | | | | 50 545 | | 84 881 | 40 883 | 9 821 |

4.13.2 Contrat de relance Plan Etat Région (CPER)

Le précédent CPER (2007-2013) voit ses derniers projets aboutir.

Au 31/12/2023, il reste un potentiel de contrats à engager d'environ 1,17 M€ sur les 110,75 M€ de l'ensemble des projets visés.

Les dépenses restantes à réaliser par rapport aux contrats engagés représentent 0,13 M€.

Tableau de suivi des engagements hors bilan concernant le CPER :

| Opération de Travaux (CPER 2007-2013) | Nature | Montant CPER voté | Cumul 2023 | | Cumul 2022 | |
|---|---|-----------------------|--|---------------------------------|--|----------------------------------|
| | | | Contrats cumulés au 31/12/2023 (TVA du projet) | Dépenses cumulées au 31/12/2023 | Contrats engagés au 31/12/2022 (TVA du projet) | Dépenses réalisées au 31/12/2022 |
| Bâtiment pédagogique IUT | Personnel Fonctionnement Investissement | 5 618 364 | | | | |
| Total Bâtiment pédagogique IUT | | 5 618 364 | 5 618 364 | 5 602 256 | 5 618 364 | 5 602 256 |
| Bâtiment pédagogique Timone | Personnel Fonctionnement Investissement | 9 000 000 | | | | |
| Total Bâtiment pédagogique Timone | | 9 000 000 | 8 161 777 | 8 161 377 | 8 161 777 | 8 161 377 |
| Cafeteria Montperrin | Personnel Fonctionnement Investissement | 235 000 | | | | |
| Total Cafeteria Montperrin | | 235 000 | 229 777 | 229 777 | 229 777 | 229 777 |
| CERIMED | Personnel Fonctionnement Investissement | 11 600 000 | | | | |
| Total CERIMED | | 11 600 000 | 11 685 965 | 11 685 965 | 11 685 965 | 11 685 965 |
| Développement des Formations et de la Recherche | Personnel Fonctionnement Investissement | 144 568 13 030 453 | | | | |
| Total Développement Formations et Recherche | | 13 175 021 | 13 175 021 | 13 137 003 | 13 175 021 | 13 137 003 |
| Extension Schuman | Personnel Fonctionnement Investissement | 17 201 429 | | | | |
| Total Extension Schuman | | 17 201 429 | 16 728 473 | 16 727 260 | 16 728 473 | 16 727 260 |
| MEGA | Personnel Fonctionnement Investissement | 8 600 000 | | | | |
| Total MEGA | | 8 600 000 | 8 224 737 | 8 224 474 | 8 224 737 | 8 224 474 |
| OCEANOMED (Feder équipement inclus) | Personnel Fonctionnement Investissement | 15 006 498 | | | | |
| Total Océanomed/ Endoume | | 15 006 498 | 14 738 692 | 14 757 793 | 14 738 692 | 14 757 793 |

| Opération de Travaux (CPER 2007-2013) | Nature | Montant CPER voté | Cumul 2023 | | Cumul 2022 | |
|--|---|-------------------|--|---------------------------------|--|----------------------------------|
| | | | Contrats cumulés au 31/12/2023 (TVA du projet) | Dépenses cumulées au 31/12/2023 | Contrats engagés au 31/12/2022 (TVA du projet) | Dépenses réalisées au 31/12/2022 |
| Plaine Sportive (financement AMU 200 k€) | Personnel Fonctionnement Investissement | 3 800 000 | | | | |
| Total Plaine Sportive | | 3 800 000 | 3 959 325 | 3 957 383 | 3 959 325 | 3 957 383 |
| Pole Arts | Personnel Fonctionnement Investissement | 6 700 000 | | | | |
| Total Pole Arts | | 6 700 000 | 6 919 877 | 6 904 425 | 6 919 877 | 6 904 425 |
| Rénovation toiture Saporta + Villa Beauviche | Personnel Fonctionnement Investissement | 1 200 000 | | | | |
| Total Rénovation toiture Saporta | | 1 200 000 | 1 515 860 | 1 438 150 | 1 515 860 | 1 438 150 |
| NEUROSCIENCES | Personnel Fonctionnement Investissement | - | | | | |
| Total Neurosciences | | 11 291 475 | 11 291 475 | 11 291 475 | 11 291 475 | 11 291 475 |
| Siege AMU | Personnel Fonctionnement Investissement | 5 868 271 | | | | |
| Total Siege AMU | | 5 868 271 | 5 868 271 | 5 868 123 | 5 868 271 | 5 868 123 |
| Sport Saint-Jérôme | Personnel Fonctionnement Investissement | 1 450 000 | | | | |
| Total Sport Saint-Jérôme | | 1 450 000 | 1 457 659 | 1 456 829 | 1 457 659 | 1 456 829 |
| TOTAL CPER 2007 - 2013 | | 110 746 058 | 109 575 272 | 109 442 290 | 109 575 272 | 109 442 290 |

Le CPER 2015-2020, concernant AMU, a été voté pour un montant de 53,54 M€.

Au 31/12/2023, il reste un potentiel de contrats à engager d'environ 4,62 M€ sur les 53,54 M€ de l'ensemble des projets visés.

Les dépenses restantes à réaliser par rapport aux contrats engagés représentent 3,76 M€.

Tableau de suivi des engagements hors bilan concernant le CPER :

| Opération de Travaux (CPER 2015-2020) | Nature | Montant CPER voté | Cumul 2023 | | Cumul 2022 | |
|---|---|-------------------|--|---------------------------------|--|----------------------------------|
| | | | Contrats cumulés au 31/12/2023 (TVA du projet) | Dépenses cumulées au 31/12/2023 | Contrats engagés au 31/12/2022 (TVA du projet) | Dépenses réalisées au 31/12/2022 |
| Restructuration des espaces de la recherche Marseille Nord | Personnel Fonctionnement Investissement | 7 350 000 | | | | |
| Total Espaces Recherche Marseille Nord (federation de chimie incluse) | | 7 350 000 | 6 950 386 | 6 264 277 | 6 099 630 | 4 634 337 |
| Réhabilitation des espaces d'Enseignement marseille St Jérôme (+financement AMU) | Personnel Fonctionnement Investissement | 9 535 000 | | | | |
| Total Espaces d'Enseignement St Jérôme | | 9 535 000 | 9 668 787 | 9 594 611 | 9 668 787 | 9 594 611 |
| Restructuration bâtiments campus Timone pour le pôle Neurosciences + Financement AMU et Vecthorus | Personnel Fonctionnement Investissement | 14 150 000 | | | | |
| Total pôle Neurosciences | | 14 150 000 | 16 431 429 | 16 289 498 | 16 384 674 | 16 166 025 |
| Mise en sécurité des bâtiments sur le site de Marseille Nord | Personnel Fonctionnement Investissement | 2 000 000 | | | | |
| Total Mise en sécurité Marseille Nord | | 2 000 000 | 1 476 638 | 1 200 793 | 1 234 002 | 1 177 983 |
| Requalification de bâtiment sur Campus St Charles Marseille Centre | Personnel Fonctionnement Investissement | 7 700 000 | | | | |
| Total Requalification bâtiment Campus St Charles | | 7 700 000 | 7 396 106 | 6 296 219 | 6 760 889 | 2 079 594 |
| Restructuration de l'IAE à Aix-Puyricard + Financement AMU et Crédit Agricole | Personnel Fonctionnement Investissement | 4 100 000 | | | | |
| Total Restructuration de l'IAE à Aix-Puyricard | | 4 100 000 | 4 871 627 | 4 726 482 | 4 851 609 | 4 682 454 |
| Enseignement Science Montperrin (Financement de l'Etat : 2 000 000 €) | Personnel Fonctionnement Investissement | 7 500 000 | | | | |
| et opération du Pôle Judiciaire Poncet (Financement CPER : 7 500 000 €) | | 7 500 000 | 1 006 545 | 416 132 | 773 330 | 134 581 |
| Total Enseig Sciences & Pôle Judiciaire | | 7 500 000 | | | | |
| Mise à Niveau des Espaces du CMI | Personnel Fonctionnement Investissement | 1 000 000 | | | | |
| Total Mise à Niveau Espaces CMI | | 1 000 000 | 904 667 | 209 039 | 254 124 | 198 556 |
| Aménagement entrées de campus et déploiement de la signalétique | Personnel Fonctionnement Investissement | 200 000 | | | | |
| Total Signalétique | | 200 000 | 203 865 | 156 135 | 203 865 | 156 135 |
| TOTAL CPER 2015-2020 | | 53 535 000 | 48 910 050 | 45 153 186 | 46 230 909 | 38 824 277 |

4.13.3 Plan de relance et Contrat d'avenir

Le Plan de relance a été voté pour un montant total de 56,98 M€.

Au 31/12/2023, il n'y a plus de contrats à engager sur l'ensemble des projets visés.

Les dépenses restantes à réaliser par rapport aux contrats engagés représentent 11,50 M€.

Tableau de suivi des engagements hors bilan concernant le Plan de relance :

| Opérations PLAN DE RELANCE | Nature | Montant PLAN DE RELANCE | Cumul 2023 | | Cumul 2022 | |
|--|---|-------------------------|--|---------------------------------|--|----------------------------------|
| | | | Contrats cumulés au 31/12/2023 (TVA du projet) | Dépenses cumulées au 31/12/2023 | Contrats engagés au 31/12/2022 (TVA du projet) | Dépenses réalisées au 31/12/2022 |
| Réhabilitation énergétique du bâtiment 5 du site St Charles dont 500k€ suivi sur un eotp MP08N02F DEPIL | Personnel Fonctionnement Investissement | 10 600 000 | | | | |
| Réhabilitation énergétique du bâtiment 5 du site St Charles | | 10 600 000 | 10 460 240 | 9 278 857 | 8 901 888 | 3 653 657 |
| Réhabilitation énergétique du bâtiment 5 du site St Charles chaufferie | | | 500 000 | 333 857 | 500 000 | 333 857 |
| Réhabilitation énergétique du bâtiment Pharmacie du site Marseille Timone (financement AMU prévu) | Personnel Fonctionnement Investissement | 27 740 000 | | | | |
| Réhabilitation énergétique du bâtiment Pharmacie du site Marseille Timone (financement AMU prévu) | | 27 740 000 | 26 835 108 | 19 476 765 | 25 036 237 | 4 878 831 |
| Création du centre de simulation de Marseille campus Santé Nord (financement AMU prévu pour 2,64 M€) | Personnel Fonctionnement Investissement | 18 636 350 | | | | |
| Création du centre de simulation de Marseille campus Santé Nord (financement AMU prévu pour 2,64 M€) | | 18 636 350 | 19 332 919 | 16 533 639 | 16 644 097 | 4 362 132 |
| TOTAL PLAN RELANCE | | 56 976 350 | 57 128 268 | 45 623 118 | 51 082 222 | 13 228 476 |

Le contrat d'avenir a été voté pour un montant total de 39,50 M€.

Au 31/12/2023, il reste un potentiel de contrats à engager d'environ 39,40 M€ sur les 39,50 M€ de l'ensemble des projets visés.

Les dépenses restantes à réaliser par rapport aux contrats engagés représentent 0,09 M€.

Tableau de suivi des engagements hors bilan concernant le contrat d'avenir :

| Opération de Travaux (CPER Contrat d'avenir 2021-2027) | Nature | Montant Contrat d'avenir | Cumul 2023 | | Cumul 2022 | |
|--|---|--------------------------|--|---------------------------------|--|----------------------------------|
| | | | Contrats cumulés au 31/12/2023 (TVA du projet) | Dépenses cumulées au 31/12/2023 | Contrats engagés au 31/12/2022 (TVA du projet) | Dépenses réalisées au 31/12/2022 |
| Création d'un campus basse énergie sur le site de St Jérôme à Marseille | Personnel Fonctionnement Investissement | 6 000 000 | | | | |
| Création d'un campus basse énergie sur le site de St Jérôme à Marseille | | 6 000 000 | 10 102 | 8 831 | | |
| Réhabilitation des ailes 1 et 5 Campus St Jérôme dont 500k€ suivi sur un eotp MP08N02F DEPIL | Personnel Fonctionnement Investissement | 39 500 000 | | | | |
| Réhabilitation des ailes 1 et 5 Campus St Jérôme dont 500k€ suivi sur un eotp MP08N02F DEPIL | | 39 500 000 | 100 816 | 30 137 | 94 105 | |
| Création d'un Pôle de Formations paramédicales sur le site Santé Nord | Personnel Fonctionnement Investissement | 38 000 000 | | | | |
| Création d'un Pôle de Formations paramédicales sur le site Santé Nord | | 38 000 000 | 219 870 | 86 058 | | |
| Restructuration bâtiment 5 campus St Charles | Personnel Fonctionnement Investissement | 17 500 000 | | | | |
| Restructuration bâtiment 5 campus St Charles | | 17 500 000 | 127 605 | - | | |
| TOTAL CONTRAT D'AVENIR | | 101 000 000 | 458 393 | 125 025 | 94 105 | - |

4.13.4 Plan Campus

Le Plan de relance a été voté pour un montant total de 94,19 M€.

Au 31/12/2023, il reste un potentiel de contrats à engager d'environ 25,42 M€ sur les 94,19 M€ de l'ensemble des projets visés.

Les dépenses restantes à réaliser par rapport aux contrats engagés représentent 52, 00 M€

Tableau de suivi des engagements hors bilan concernant le Plan Campus :

| PLAN CAMPUS AIX | Nature | Montant Opération | Cumul 2023 | | Cumul 2022 | |
|------------------------|---|-------------------|--|---------------------------------|--|----------------------------------|
| | | | Contrats cumulés au 31/12/2023 (TVA du projet) | Dépenses cumulées au 31/12/2023 | Contrats engagés au 31/12/2022 (TVA du projet) | Dépenses réalisées au 31/12/2022 |
| MOP rénov amphi FDSP | Personnel Fonctionnement Investissement | 8 400 000 | | | | |
| MOP rénov amphi FDSP | | 8 400 000 | 4 913 499 | 4 729 463 | 4 753 594 | 4 666 880 |
| ecocampus pauliane | Personnel Fonctionnement Investissement | 64 500 000 | | | | |
| ecocampus pauliane | | 64 500 000 | 48 953 711 | 4 606 856 | 2 510 046 | 1 497 879 |
| Division de l'étudiant | Personnel Fonctionnement Investissement | 6 180 000 | | | | |
| Division de l'étudiant | | 6 180 000 | 94 310 | 14 126 | 28 934 | 3 962 |

| PLAN CAMPUS LUMINY | Nature | Montant Opération | Cumul 2023 | | Cumul 2022 | |
|------------------------------------|---|----------------------|--|---------------------------------------|--|--|
| | | | Contrats cumulés au 31/12/2023 (TVA du projet) | Dépenses cumulées au 31/12/2023 | Contrats engagés au 31/12/2022 (TVA du projet) | Dépenses réalisées au 31/12/2022 |
| Chaufferie Luminy | Personnel Fonctionnement Investissement | 5 300 000 | | | | |
| Chaufferie Luminy | | 5 300 000 | 6 226 374 | 5 187 254 | 6 086 046 | 5 792 359 |
| Technoforme | Personnel Fonctionnement Investissement | 1 917 000 | | | | |
| Technoforme | | 1 917 000 | 1 900 104 | 1 889 323 | 1 856 185 | 1 685 110 |
| Rhabilitation du Grand Hall Luminy | Personnel Fonctionnement Investissement | 7 895 000 | | | | |
| Technoforme | | 7 895 000 | 6 683 588 | 342 493 | 348 894 | 226 354 |
| PLAN CAMPUS AIX | | 79 080 000 | 53 961 520 | 9 350 445 | 7 292 574 | 6 168 721 |
| PLAN CAMPUS LUMINY | | 15 112 000 | 14 810 066 | 7 419 070 | 8 291 125 | 7 703 823 |
| PLAN CAMPUS AIX | | 94 192 000 | 68 771 586 | 16 769 515 | 15 583 699 | 13 872 544 |

4.14 Titres de participations/participations liées non incluses dans le périmètre de consolidation :

| Tableau des filiales et participations | | | | | | | |
|--|---------|-----|---|---------------|-----------|--|----------------------------|
| Valeur comptable des titres détenus | | | Quote part du capital détenu en % | Résultat 2023 | Capital | Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat | Chiffre d'affaires 2023 |
| | BRUT | NET | | | | | |
| PACAVALO | 39 990 | - | 44,43 | NC | 90 000 | NC | NC |
| SATT | 236 000 | - | 23,60 | 22 786 | 1 000 000 | 1 | 3 766 241 |
| Total | 275 990 | - | | 22 786 | 1 090 000 | 1 | 3 766 241 |

4.15 Effectifs :

Aix Marseille Université : ci-après l'évolution des effectifs (en ETPT) et de la masse salariale associée (données issues des fichiers KX et extraction SIFAC).

| Tit / ANT | | A / B / C | 2022 | | 2023 | | EVOLUTION 2023-2022 | | | |
|---|-------------------------------------|-----------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------|-------------|------------|-------|
| | | | ETPT | MS | ETPT | MS | ETPT | | MS | |
| BIATSS | | | 3 304 | 174 304 302 | 3 340 | 183 835 008 | 36 | 4% | 9 530 706 | 15% |
| CONTRACTUEL | A | 588 | 27 753 373 | 631 | 30 975 567 | 43 | 7% | 3 222 194 | 12% | |
| | B | 256 | 8 657 661 | 284 | 10 415 335 | 27 | 11% | 1 757 674 | 20% | |
| | C | 439 | 13 821 440 | 453 | 15 154 648 | 14 | 3% | 1 333 208 | 10% | |
| Sous-total | | | 1 283 | 50 232 473 | 1 367 | 56 545 550 | 84 | 7% | 6 313 077 | 13% |
| TITULAIRE | A | 631 | 51 606 070 | 657 | 55 397 072 | 26 | 4% | 3 791 002 | 7% | |
| | B | 546 | 30 874 143 | 559 | 32 770 319 | 13 | 2% | 1 896 176 | 6% | |
| | C | 844 | 41 591 615 | 757 | 39 122 067 | - 87 | -10% | - 2 469 549 | -6% | |
| Sous-total | | | 2 021 | 124 071 829 | 1 973 | 127 289 458 | - 48 | -2% | 3 217 629 | 3% |
| ENSEIGNANT | | | 4 456 | 372 301 494 | 4 496 | 387 172 733 | 40 | 1% | 14 871 240 | 4% |
| CONTRACTUEL | Contractuel Enseignant et recherche | 109 | 6 739 717 | 122 | 7 616 850 | 13 | 12% | 877 133 | 13% | |
| | ATER/LECT | 275 | 11 626 637 | 279 | 12 182 595 | 4 | 2% | 555 958 | 5% | |
| | HU | 208 | 5 257 117 | 196 | 4 991 577 | - 13 | -6% | - 265 541 | -5% | |
| | MCF Associé | 43 | 2 797 870 | 44 | 2 768 271 | 1 | 2% | 29 598 | -1% | |
| | DOCT / POST DOCT | 1 010 | 37 310 874 | 1 067 | 43 573 982 | 57 | 6% | 6 263 108 | 17% | |
| | PR Associé | 24 | 1 874 123 | 22 | 1 752 563 | - 1 | -6% | - 121 560 | -6% | |
| Sous-total | | | 1 669 | 65 606 338 | 1 730 | 72 885 837 | 61 | 4% | 7 279 499 | 11% |
| TITULAIRE | 2nd degré et 1er degré + IA-PR | 360 | 34 903 843 | 347 | 34 553 186 | - 13 | -4% | - 350 657 | -1% | |
| | MCF | 1 507 | 147 453 774 | 1 494 | 150 947 665 | - 13 | -1% | 3 493 892 | 2% | |
| | PR | 919 | 124 337 540 | 925 | 128 786 045 | 5 | 1% | 4 448 506 | 4% | |
| | Sous-total | 2 787 | 306 695 156 | 2 766 | 314 286 896 | - 21 | -1% | 7 591 740 | 2% | |
| AUTRES CATEGORIES | | | - | 14 076 942 | - | 14 454 930 | - | 0% | 377 987 | 3% |
| VACATAIRE et CONTRATS ETUDIANTS | | | | 14 076 942 | | 14 454 930 | - | 0% | 377 987 | 3% |
| Sous-total | | | - | 14 076 942 | - | 14 454 930 | - | 0% | 377 987 | 3% |
| AUTRES DEPENSES DE MASSE SALARIALE (source SIFAC) | | | | 829 749 | | 781 507 | - | 0% | - 48 243 | -6% |
| Variation de charges à payer | | | - | 1 392 739 | | 1 954 545 | - | 0% | 3 347 284 | -240% |
| TOTAL | | | 7 760 | 560 682 738 | 7 836 | 585 462 671 | 77 | 1% | 24 779 933 | 4% |

Protisvalor : ventilation de l'effectif moyen au 31 Décembre 2023

| Catégories | Femmes | Hommes | Total |
|------------------------------|-----------|-----------|------------|
| Cadres Laboratoires | 32 | 31 | 63 |
| Cadres Siège Protisvalor | 14 | 0 | 14 |
| Non Cadres Laboratoires | 34 | 25 | 59 |
| Non Cadres Siège Protisvalor | 5 | 1 | 6 |
| Total | 85 | 57 | 142 |

4.16 Evénements postérieur à la clôture :

Néant

5- INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2023, le périmètre de consolidation du groupe Aix-Marseille Université se présente de la manière suivante :

| Raison sociale, Forme, siège social | Pays | Numéro SIREN | Méthode | Intérêt % |
|---|--------|--------------|---------------------|-----------|
| <u>Université d'Aix-Marseille</u> 58 Bvd Charles Livon 13007 Marseille | France | 130015332 | Entité Mère | 100% |
| <u>Protisvalor S.A.S</u> 5-9 boulevard Maurice Bourdet 13205 Marseille Cedex 01 | France | 441801651 | Intégration globale | 99,73% |

Filiale intégrée globalement :

PROTISVALOR SAS (PVM) : C'est une filiale de la valorisation de la recherche d'Aix-Marseille Université. Le capital social de PVM est de 3 913 590€, détenu à hauteur de 99,73% par Aix-Marseille Université.

Autres filiales non consolidées :

PACAVALO SAS :

L'université détient 44,43% des actions de PACAVALO SAS.

L'objet de cette société est d'être un vecteur de la valorisation de la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur. Ses modalités d'intervention incluent la possibilité d'investir dans des sociétés spécialisées dans l'amorçage, ou dans des fonds d'amorçage, en vue du développement d'entreprises innovantes répondant aux conditions établies dans le cadre du projet « Incubation et capital-amorçage des entreprises technologique » du Ministère de l'Education.

La société PACAVALO SAS n'a pas d'activité significative propre autre que la détention d'une participation de 19,57% dans la société PRIMAVERIS SAS (le "Fonds"). Aux termes de la convention entre l'Etat et PACAVALO SAS, conclue en 2007, l'Etat a versé à la société PACAVALO SAS une avance remboursable de 1019 K€ devant être intégralement réinvestie en actions de la société PRIMAVERIS. L'avance, sous déduction des pertes éventuelles constatées, est remboursable au terme d'un délai de 12 ans soit en 2019, lors de la liquidation du "Fonds".

L'assemblée générale du 10 novembre 2020 a procédé à la clôture de liquidation de Primavera et a approuvé le compte définitif de liquidation.

La dissolution anticipée de PACAVALO a été votée à l'assemblée générale extraordinaire du 19 Juillet 2021. La société subsistera pour les besoins de liquidation jusqu'à la publication de sa clôture.

Cette société est exclue du périmètre de consolidation en raison des critères quantitatifs : activité propre faible ou inexistante, pourcentage d'intérêt dans la sous-participation négligeable,

SATT PACA CORSE SAS :

En 2016, une réduction de capital de 1 M€ est intervenue afin de reconstituer les capitaux propres de la SATT PACA Corse à un niveau au moins égal à la moitié du capital social, conformément à la réglementation. Les pourcentages de détention du capital par les différents actionnaires de la SATT PACA Corse, sont inchangés à l'issue de cette opération. Aix-Marseille Université détient au 31 décembre 2020, 23, 60% du Capital de 1 millions d'euros de la SAS SATT PACA Corse. La gestion et l'administration de la SAS SATT PACA Corse présente en matière décisionnelle, en ce qui concerne les comptes annuels, les caractéristiques suivantes :

- Le Président représente et assure la gestion de la société sous réserve des pouvoirs accordés par les statuts au Conseil d'administration et à la collectivité des associés (articles 10.2 et 19 des statuts);
- Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs définis à l'article 11.2 des statuts, notamment l'arrêté du résultat de l'exercice social (article 11.2.3.(XVI) des statuts);

L'assemblée générale approuve à la majorité simple les comptes annuels (art.16.2 des statuts).

Les critères relatifs à l'influence notable définis par l'instruction du 3 avril 2008 N° 08-017M9 (Présomption d'influence notable si > 20% des droits de vote) ne sont pas réunis dans le cas d'Aix Marseille Université au regard des points suivants :

- La SAS SATT PACA Corse a été créée sur décision de l'Etat en vue de la mise en œuvre de l'action de valorisation de la recherche scientifique en France. Le financement est assuré par l'Etat via la CDC et l'ANR : financement des pertes antérieures éventuelles, reconstitution des capitaux propres, apports en compte courant.
- Aix Marseille Université ne dispose que de deux sièges d'administrateurs sur les douze sièges formant le Conseil d'administration de la SAS SATT PACA Corse, soit un pourcentage de vote de 16,7%.
- Aix Marseille Université n'a pas de représentation et de pouvoir effectif de décision dans les organes de direction, notamment en matière financière et d'investissement et dans les décisions stratégiques.
- Il n'y a pas d'échange de personnel ni de transactions opérationnelles entre l'EPSCP Aix Marseille Université et la SAS SATT PACA Corse.

En conséquence, Aix Marseille Université ne dispose pas, au sens de la réglementation comptable, d'une influence notable au sein de la SAS SATT PACA Corse qui, sur ces bases, est exclue du périmètre de consolidation.